

« Une entreprise de sabotage systématique de l'université »,
Olivier Audéoud, Président de l'Université

BIEN APRÈS LE 22 MARS 1968
ET LES HOULEUSES ANNÉES 70'S,

LA FOLLE ANNÉE 2004 :

UNE ANNÉE DE LUTTE CONTRE LES CAMÉRAS, LES
VIGILES, LE "CLEANAGE" DE L'UNIVERSITÉ ROUGE.
CONTRE LA PRÉSIDENTE, LE PROJET-SEINE ARCHE
ET LA MARCHANDISATION DU SAVOIR.

RESTO-U GRATOS, OPÉRATIONS PEINTURE SUR LES MURS,
FAUX COMMUNIQUÉS DE LA PRÉSIDENTE, BANQUETS FESTIFS,
RÉAPPROPRIATIONS COLLECTIVES DE L'ESPACE,
MUR DÉFONCÉ AU BÉLIER, TRACTS & AFFICHES
AU QUOTIDIEN, FEUX D'ARTIFICE...



PARTIES BLOQUÉS : AVRIL 2018

NANTERRE LA ROUGE, 1968

NANTERRE LA FOLIE, 70's

NANTERRE CONTRE LE MUR, 2004

NANTERRE TOUJOURS REBELLE, 2018

DÉTRUIRE UN MUR CONSTRUIRE UNE LUTTE

LES ÉTUDIANTS CONTRE LE SÉCURITAIRE,
CONTRE LA MARCHANDISATION,
CONTRE L'UNIVERSITÉ



MUR DÉFONCÉ : 16 AVRIL 2004

AU SOMMAIRE :

- ✂ du campus libertaire au ghetto sécuritaire
- ✂ petite chronologie de la pacification de Nanterre dans les années 2000
- ✂ archives de la lutte contre le mur (2002-2004)

SOURCES :

archives personnelles ✂ Indymedia Paris ✂ enrages-nanterre.freeservers.com

DÉDICACES :

aux enragé.e.s de Nanterre et d'ailleurs ✂ aux bloqueuses et aux bloqueurs des universités du printemps 2018 ✂ aux inculpé.e.s et prisonnier.e.s des mouvements sociaux ✂ à toutes celles et ceux qui n'ont jamais été à la fac...

VERSION 0 « SORTIE EN SPEED » — AVRIL 2018



sation a permis de rétablir la liberté de circulation entre les bâtiments E et D : depuis deux semaines, la porte du mur a été enlevée, laissant ainsi un passage ouvert à travers le mur. Enfin, et surtout, cette mobilisation a permis la libération de S.

Outre les quatre mois de prison ferme, S. été condamné le 30 novembre à 3000 euros de dommages intérêt (dont 2000 euros pour la réparation du mur). S. a de plus été condamné à 360 euros d'amende pour avoir refusé de donner ses empreintes génétiques. Une prise d'empreinte purement préventive qui n'avait en l'occurrence absolument aucun rapport avec l'affaire en cours. En se portant partie civile contre l'un de ses étudiants, la présidence de l'université de Nanterre a montré son vrai visage : entre les étudiants et la police, les autorités universitaires ont choisi une fois de plus le camp de la répression, n'hésitant pas à envoyer en prison l'un de leurs propres étudiants. La marchandisation de l'université passe par l'incarcération des étudiants indisciplinés. Le président de l'université, Olivier Audéoud le dit lui-même, il veut faire de la fac « un campus à l'américaine » : l'université du XXI^e siècle est ainsi appelée à se transformer en un ensemble de petites entreprises commerciales assurant chacune leur propre financement et se faisant concurrence sur le marché du savoir. Ce démantèlement de l'université est l'une des raisons inavouées du cloisonnement

des bâtiments, chaque UFR devant à terme se séparer des autres dans le grand jeu de la libre entreprise.

Le cloisonnement de l'université de Nanterre s'intègre aussi dans un dispositif sécuritaire allant de pair avec la marchandisation de l'université : avec un poste de vigiles et une caméra à l'entrée de chaque bâtiment, il s'agit pour les autorités de pouvoir ainsi contrôler les allers et venues des étudiants et d'empêcher les rassemblements et les manifestations. Aujourd'hui, la lutte continue sur Nanterre, pour le démantèlement total du dispositif sécuritaire : dissolution des groupes de vigiles, suppression des caméras, décloisonnement des bâtiments, rétablissement de la franchise universitaire qui interdisait à la police de pénétrer sur le campus. S. a fait appel de la décision du tribunal de Nanterre. Il sera donc rejugé prochainement par la Cour d'appel de Versailles. La lutte continue donc aussi pour l'arrêt des poursuites judiciaires et disciplinaires contre tous les étudiants. Mais la lutte continue aussi et surtout pour que l'université ne soit plus seulement un « lieu d'études », mais d'abord et avant tout un lieu occupé par les travailleurs et les chômeurs en lutte, un lieu débarrassé du pouvoir de l'État et des autorités universitaires, un lieu de subversion autogéré au service de la lutte de classe contre l'État et le capitalisme.

Trashfac

mur avait déjà été détruit au mois de mars par les étudiants, avant d'être reconstruit quelques jours plus tard à la demande du président de l'université). Le mur ayant été reconstruit en béton armé, les étudiants ne sont parvenus cette fois-ci qu'à y faire un trou d'un mètre de large. Cette action a provoqué l'intervention d'une quinzaine de vigiles armés de mousquetons et de bombes lacrymogènes qui ont alors procédé à un tabassage en règle de toutes les personnes se trouvant sur les lieux : deux étudiants, dont S., se sont fait ouvrir le crâne et sont repartis la tête en sang. D'autres sont restés aveuglés plusieurs jours après avoir reçu du gel lacrymogène à bout portant.

Pour couvrir leurs exactions, les vigiles de Nanterre ont alors porté plainte contre l'étudiant le plus en vue, S., bien connu depuis une dizaine d'années pour son engagement libertaire et ses activités politiques sur le campus. Avant de s'inscrire à la Sorbonne, S. a en effet été étudiant pendant huit ans (1996-2004) à la fac de Nanterre. Après avoir quitté la CNT en décembre 1996, il a participé pendant huit ans à quasiment toutes les manifestations, tous les mouvements de grève, et toutes les occupations qui se sont déroulées dans l'université (mouvements des chômeurs, des sans-papiers, et des étudiants non-inscrits notamment). En juin 1998, il participe dans le cadre du mouvement des chômeurs à l'occupation du Conseil constitutionnel : dans le

bureau de Roland Dumas, il trouve un exemplaire original de la Constitution de 1958, le déchire et écrit sur la première page : « *La dictature capitaliste est abolie. Le prolétariat décrète l'anarchie et le communisme* ». Pour cette action iconoclaste, il sera condamné à huit mois de prison avec sursis. En décembre 2001, il est condamné à 200 heures de Travail d'Intérêt Général pour avoir fait des graffitis sur le parcours d'une manifestation de policiers. Ce sont ces antécédents judiciaires qui ont été avancés par le procureur pour justifier son incarcération le 9 novembre 2004.

Pendant trois semaines, de nombreux étudiants se sont mobilisés en France pour la libération de S. : à Nanterre, à Paris, à Nancy, à Grenoble, à Nantes... Plusieurs manifestations ont eu lieu devant la prison de Nanterre, où S. était incarcéré à seulement 200 mètres du campus : feux d'artifice le soir, banderole accrochée sur le toit de la résidence universitaire et visible depuis la prison... Cette mobilisation a permis de réunir dans une même lutte des étudiants et des enseignants, mais aussi des chômeurs et des travailleurs extérieurs à la fac pour qui l'université n'est pas qu'un lieu d'études mais avant tout un territoire à se réapproprier en tant que foyer de subversion et pôle de lutte interprofessionnel. Cette mobilisation a permis de faire reculer la présence des vigiles sur l'université, ces derniers se montrant plus discrets depuis un mois. Cette mobili-



En pleines commémorations de Mai 68, et alors qu'on envoie, en même temps que les blindés sur la ZAD, les CRS pour tenir des conseils d'administration sous protection, qu'on interdit les coordinations étudiantes de lutte après s'être si longtemps revendiqué de l'héritage de 68 au point de faire venir Cohn Bendit dans son conseil d'administration au titre de personnalité extérieure, quand enfin, d'autres, appellent à continuer l'œuvre des Enragés de Nanterre et du 22 mars en bordérisant le fossage historique de cette brèche provoquée par les plus grandes grèves ouvrières du xx^e siècle, et provoquant une peur panique pour la classe au pouvoir, cette introduction se voudrait une maigre participation à rappeler ce à quoi justement Nanterre nous appelle.

Pas de besoin d'épiloguer en tout cas : la longue lutte contre le MUR à la fac de Nanterre au début des années 2000, contre la sécurisation et la marchandisation universitaires, et contre ce mur érigé en lousdé entre deux bâtiments jusque-là ouvert de la barre des lettres, hérite de ce Nanterre révolutionnaire. Celui dont il est en partie question dans cette introduction qui rappelle quelques fondamentaux un peu oubliés de ces années 1968, et quelques parallèles bien frappants avec les luttes en cours.

En tout cas, les militants anti-MUR héritent bien plus de ces années de braise que les cadavres politiques exhumés à chaque anniversaire ou les colloques entre « anciens » et « perchés » du monde académique. Reconnaissons au

moins aux présidents successifs, et au dernier d'entre eux, Jean-François Balaudé pour ne pas le nommer, en bons hommes de pouvoir, d'avoir quant à eux bien appris de Mai 68. Mais avant tout pour mater les rebellions et diviser les contestations.

Ceux du MUR ont pourtant bien trouvé quelques héritiers dans la cohorte de joyeux lurons qui préfèrent encore aujourd'hui se balader dans les grands couloirs de la barre des sciences sociales et y faire danser le Président de la fac au son des tambours malgré les golgoth' de la sécurité qui lui servent désormais de cour. Haranguant contre la sélection, ils plantent même quelques écriteaux pour la libération d'un étudiant, emprisonné depuis bientôt deux ans. Un certain Antonin Bernanos qui, pour un hypothétique coup de pied dans une voiture de police sérigraphiée rapidement consumée, consomme ses jours et ses semaines à Fleury-Mérogis⁴. Ni oubli ni pardon.

NANTERRE N'EST PAS LE FAR WEST. MAIS QUAND MÊME UN PEU...

« Nanterre n'est pas le Far West »² ! Ainsi titrait, en décembre 1968, l'organe de la municipalité communiste de Nanterre, *L'Eveil*. En cause : les récents affrontements sur la faculté des lettres. On est juste après mai 1968, et les débordements sont monnaie courante. Là où l'insurrection étudiante s'est propagée comme une traînée de poudre dans tout Paris et en France entre mars et juin 1968, là où, à sa manière, l'étincelle du 22 mars a mis le feu à toute la plaine des plus grandes grèves ouvrières du siècle. Du groupe des Enragés en sociologie au mouvement du 22 mars, la lutte anti-autoritaire s'y élargit alors depuis près d'un an, dépasse les vieux clivages entre marxistes, maoïstes, anti-autoritaires et anarchistes. La critique de l'université s'étend dès 1967 à celle de la société, annonce d'ailleurs une grande banderole déployée à la Mutualité au printemps. Loin du cliché, l'occupation de la tour administrative qui lance le mouvement va bien au-delà de la seule ouverture des cités universitaires à la mixité et à la révolution sexuelle et des mœurs restée dans l'histoire, et entamée un an plus tôt. En fait, l'occupation poursuit surtout et proteste contre l'exclusion de militants, la forte répression des activités politiques sur les campus (qui doivent observer une stricte neutralité) et une rumeur qui enfle : des listes noires de militants circuleraient dans l'administration, de la Sorbonne à Nanterre. La

fut donc accusé d'être le « grand leader » de cette manifestation.

Ce procès ressemble tout à fait à un procès politique et confirme, comme chaque non-événements sur la fac, les intentions masquées des institutions et le renoncement servile de ses sujets. Ce mur est dernièrement le symbole du pouvoir dans la gestion des espaces et des « projets » de vies. Il appuie cette séparation des espaces (chaque bâtiment pour chaque discipline, pour chaque subventions, pour chaque entreprise, pour chaque industrie, pour chaque pouvoir...) et cette sélection des populations (chacun chez soi, chacun pour soi) projet individualiste de discrimination par excellence. A quand la sélection génétique du gentil petit étudiant ! La répression de toutes expressions de la contestation (cassage de table

de presse, tabassage des mouvements d'occupation, fermeture de locaux de réunion, plaintes répétés contre des individus participant ou non à des mouvements politiques, désignations arbitraires de « responsables » des troubles à l'ordre publique...) affirme la nécessité aujourd'hui de tout mettre en œuvre pour :

- ✗ la libération immédiate de S.
- ✗ la destruction des murs qui cloisonnent les espaces de vies
- ✗ la démission des vieilles institutions réactionnaires et fascisantes
- ✗ la suppression des polices et des vigiles sur les universités

Grand rassemblement banquet discussion mardi 23 nov. 12h bat. D
Tous au procès : 30 nov à 14h
Tribunal de Nanterre, bd Soufflot, RER A Nanterre Préfecture

S. FAIT APPEL DE LA DÉCISION DU TRIBUNAL DE NANTERRE

🕒 11 décembre 2004

INCARCÉRÉ depuis trois semaines pour avoir participé le 2 novembre à une manifestation antisécuritaire à l'université de Nanterre, S., étudiant à la Sorbonne, a été condamné mardi 30 novembre à quatre mois de prison ferme pour « violence en réunion et détérioration d'un monument d'utilité publique ». La 17^e Chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre

a cependant décidé de le remettre en liberté.

Le 2 novembre dernier, une cinquantaine d'étudiants s'étaient rassemblés à l'université de Nanterre pour protester contre le cloisonnement des bâtiments. Des manifestants armés de masses et de béliers avaient alors tenté de redétruire le mur séparant depuis un an les bâtiments E et D (ce

¹ À l'heure de la confection de cette brochure, Antonin est sorti de taule sous contrôle judiciaire.
² « Nanterre la folie n'est pas le far west », 1^{er} décembre 1968.

ÉTUDIANT DE NANTERRE EN TAULE !

🕒 11 novembre 2004

S. A ÉTÉ MIS en détention provisoire à la maison d'arrêt de Nanterre le mardi 9 novembre. Il sera jugé le mardi 30 novembre (14h, au tribunal de Nanterre).

Le mardi 2 novembre, à l'heure du déjeuner, alors que de nombreux étudiants se trouvent dans le hall du bâtiment D, une action antisécuritaire s'attaque au mur de séparation entre les bâtiments E et D. L'action finie, des vigiles se vengent en insultant, menaçant, gazant et frappant plusieurs étudiants qui n'y prenaient pas part. Ils portent alors plainte contre l'un d'entre eux, S., connu pour ses positions politiques.

Les vigiles, sous prétexte de « sécurité », sont lâchement utilisés par

la direction comme auxiliaire de police dans un rôle de répression de l'expression politique. Leur zèle est à la mesure des nouveaux dispositifs de contrôle et de répression mis en place — entre autre — sur les facs. Ne laissons pas l'ordre sarkoziste s'installer à Nanterre... ni ailleurs !

**LIBÉRATION IMMÉDIATE DE S. !
VIGILES HORS DES FACS !
ÉCRIVEZ-LUI !**

Écrou : 23656 Maison d'arrêt de
Nanterre 133 av de la Commune de
Paris 92014 Nanterre

étudiants

L'UNIVERSITÉ DE NANTERRE FAIT METTRE UN ÉTUDIANT EN TAULE !

🕒 21 novembre 2004

RETOUR SUR LE VIRAGE ultra-répressif à l'université de Nanterre, qui s'est concrétisé, il y a peu par l'incarcération d'un étudiant connu pour ses positions anti-sécuritaires.

Le mardi 2 novembre 2004 a été menée une action contre un des murs de cloisonnement — symbole de la volonté de détruire toute vie étudiante et toute contestation — récemment érigé par la présidence. Cette action s'inscrivait dans une campagne anti-sécuritaire plus

large qui dure depuis une année maintenant.

S. a été accusé par l'université sur témoignage des vigiles de « destruction de biens d'autrui » et de « violence en réunion » pour avoir soi-disant détruit le mur de séparation des bâtiments E et D et frappé six vigiles. S. n'a pas participé à cette action, mais il a été désigné par les vigiles qui le connaissaient pour ses positions politiques. Lors de sa comparution immédiate qu'il a refusé, il

faculté des lettres n'est alors qu'une annexe de la Grande Sorbonne engorgée par l'accroissement exceptionnel du nombre d'étudiants au début des années 1960. Et ces listes auraient servi à virer des militants trop remuants. Quelques jours plus tôt, l'arrestation d'étudiants opposés à la guerre au Vietnam dans la violente manifestation contre la venue du Général américain dit « Rigway la peste » à Paris brosse le tableau. Les campus sont en ébullition. Seuls les grands quotidiens nationaux ne voient rien venir.

Et, étrangement, antifascisme et anticolonialisme se mêlent aux critiques pédagogiques dans la faculté, la vie quotidienne à la critique du système. Loin de retomber, mai 68 accélère ce décloisonnement : l'univers clos et bourgeois de la faculté s'ouvre un temps. Posé de façon autoritaire par le pouvoir gaulliste en plein cœur ouvrier et immigré à Nanterre, qui abrite alors les plus grands bidonvilles algériens de la région parisienne, sur un ancien camp d'aviation militaire, la faculté est entourée d'un gigantesque mur d'enceinte. Un *no man's land* où, à la cité universitaire, les étudiants, qui fournissent le gros du contingent militant, ouvrent les fenêtres sur le bidonville du Pont de Rouen au matin. Bienvenue à Nanterre et au cœur des Trente glorieuses. Pour certains.

De ce passé sulfureux, l'université et ses présidents successifs ne vont avoir de cesse de l'enterrer. Une fois le temps venu, chacun y va même de sa commémoration, en prenant soin de l'évider de toute sa substance critique, révolutionnaire... bref du bordel monstre qui grimpe alors.

Comme en ce mois de décembre 1968. Pour une fois, le maire de Nanterre, l'inébranlable Raymond Barbet (élu depuis 1935), ne dénonce pas les gauchistes, ces « agents déguisés du pouvoir » et « petits bourgeois étrangers à Nanterre », même s'ils commencent à sérieusement fatiguer les sérieux communistes en se rendant de plus en plus en ville. Non, cette fois, c'est l'intrusion policière et ses fourgons en faction autour du campus qui font problème, et seraient même, à en croire *L'Veuil*, à l'origine des débordements. Le campus, à vrai dire, pose de graves soucis de part et d'autre de la petite halte ferroviaire de la Folie. Même pas une gare, juste une halte pour déjà plus de 10 000 étudiants. Étudiants qui, chaque jour, échappent un peu plus aux éternels du contrôle des masses (étudiantes, ouvrières) — autorités administratives, forces policières, communistes locaux. La guerre d'Algérie a mis pour beaucoup au rencart l'engagement au PCF, plus soucieux de paix que d'indépendance là-bas ; l'administration, elle, s'évertue à reproduire les gestes du XIX^e siècle et reste dans son entre soi bourgeois ; quant à la police, elle symbolise l'ordre et la morale qui grèvent le quotidien

de chacun. Mais, chacun de ces jolis corps institutionnels nourrit en secret ou en public l'espoir d'un retour au calme. Celui auquel appelle justement Raymond Barbet ce jour-là.

Que les étudiants retournent à leurs occupations et leurs examens, à une division logique entre contremaîtres de demain et travailleurs manuels d'aujourd'hui. Et, si le cœur leur en dit vraiment, allez, qu'ils dénoncent frais de scolarité et cours surchargés, leur condition étudiante et se joignent aux mouvements traditionnels étudiants. Car, depuis la dissolution de l'UNEF, sabordée par les gauchistes en 1966, l'encadrement syndical proche du parti communiste fait clairement défaut. La coalition des anarchistes et de certains trotskistes a permis d'en finir avec l'UNEF. Depuis, sans garde-fou, ça déborde souvent. Et la présence des forces de l'ordre ne fait en réalité qu'ajouter au désordre depuis un moment.

MARS 1970. L'AUTRE ORIGINE OUBLIÉE DE NANTERRE LA ROUGE

Or, depuis la rentrée 1968, anti-autoritaires et 22 mars se sont volatilisés. Après avoir fui certains mouvements anti-impérialistes, s'être constitué en parti en juin et surtout après la dissolution du groupe par le pouvoir gaulliste pour mettre fin à la chienlit. Bref, les gauchistes de tous bords, trotskistes, maos, communistes font un retour en force dans la faculté des lettres. Entre temps devenue une vraie terre de mission. On y manœuvre, on y vient même de loin désormais pour « orienter ou contrôler » les luttes révolutionnaires des étudiants. On cherche surtout à remettre le couvert avec le frisson du printemps et oublier la grande descente de la reprise dans les usines en juin. Nécessairement, pense-t-on, Mai se reproduira bientôt. Certains, à Vive la révolution, petite organisation maoïste franchement moins relou que les autres et créée en septembre, le disent assez simplement : « progresser ou crever ». La voix est étroite, la route est claire. Comme dégagée. L'activisme redouble sur la fac, en direction des bidonvilles, des cités et usines alentour. Nanterre semble, entre toutes, la seule capable d'unifier l'alliance entre étudiants révolutionnaires, prolétariat français et travailleurs immigrés.

Les autorités sont à la peine mais, dans les têtes, le retour à l'ordre fait son bonhomme de chemin. Flics, administration, bureaucrates, encore isolés, constatent et vont peu à peu se rencontrer.



NANTERRE ATTAQUE LE MUR

6 novembre 2004

PETIT BILAN de l'action anti-mur de mardi dernier sur la fac de Nanterre :

~ un trou dans le mur du bâtiment D

~ 4 étudiants blessés (2 au gaz et 2 repartis avec le crâne en sang)

~ 5 étudiants qui seraient inculpés de "violence et destruction en réunion" : trois arrêtés mardi après-midi (relâchés deux heures après) et un autre convoqué lundi à 14h au commissariat de Nanterre (après deux descentes de flic jeudi et vendredi à six heures du matin à son domicile et à celui de ses parents)

Une "intersyndicale des personnels IATOSS" appelle à un arrêt de travail et à une manifestation lundi de 13h30 à 15h devant la tour administrative (bâtiment B), pour manifester leur solidarité avec les vigiles qui

ont tabassé les étudiants !!! D'après cette intersyndicale, cinq vigiles auraient été "agressés et blessés".

Ne laissons pas les vigiles faire la loi à Nanterre !!!

Travailleurs, profs, étudiants, mobilisons-nous contre la répression !!!

Arrêt des poursuites judiciaires !!!

Solidarité avec

les étudiants inculpés !!!

Tous à la Fac de Nanterre lundi à 13h30 pour exiger la dissolution définitive des groupes de vigiles !!!

Les vigiles sont les ennemis des travailleurs. Les vigiles sont des briseurs de grève. Les vigiles sont une force de répression.

avant-hier à Nanterre-la-folie

NANTERRE : LE MUR PERFORÉ...

👤 4 novembre 2004

À LA FAC DE Nanterre, alors que le banquet autogéré du mardi se finissait, d'étranges individus plus ou moins masqués ont fait irruption dans le couloir du bâtiment D aux cris de « *Police partout, justice nulle part* ». Munis de béliers, ils ont tenté de défoncer le mur qui se trouve entre le bâtiment D et E. Un bon trou a été fait mais moins grand que celui de la précédente action qui avait eu lieu en mars 2004 et qui visait aussi ce même mur.

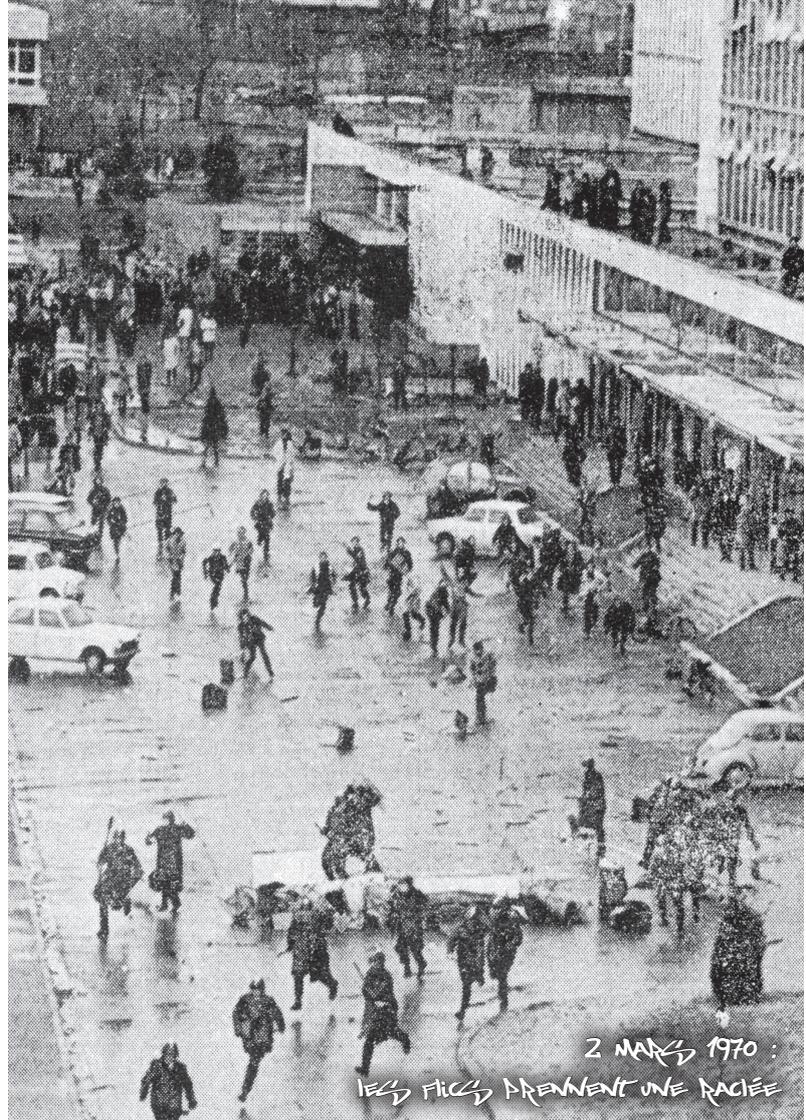
Les vigiles un peu fofous (3 ou 4 contre une cinquantaine d'étudiants énervés) s'en sont pris violemment aux saboteurs anonymes. Un étudiant non masqué qui regardait simplement la scène et tentait de calmer les 2 parties s'est vu assener un coup assez violent (il saignait après) par un des vigiles (le chef ?)

qui a traité les étudiants de « *filles de putes* » puis leur a recommandé poétiquement « *allez vous faire foutre* ». Quand les décroisseurs sont repartis, des feux d'artifices ont éclaté...

Petit hommage à *The Wall* des Pink Floyd :

*We don't need no education
We don't need no thought control
No dark sarcasm in the classroom
Teachers leave them kids alone
Hey, Teacher, leave them kids alone !
All in all it's just another brick in the wall
All in all you're just another brick in the wall*

*We don't need no education
We don't need no thought control
No dark sarcasm in the classroom
Teachers leave the kids alone
Hey, Teacher, leave us kids alone !
All in all you're just another brick in the wall
All in all you're just another brick in the wall.*



2 MARS 1970 :
LES FLICs PRENNENT UNE RACIÉE

Mais fin février 1970, le bordel dure. Il grossit même. Le ton a pourtant changé. En municipalité, le désordre use. Blesse même. Un commando maoïste vient de laisser pour morts deux étudiants des jeunesses communistes dans des affrontements à la barre de fer. Récurrents en ce début d'année. Pour en finir avec les contestations, le ministre Faure a jugé bon de lancer une réforme, en grand : l'autonomie des universités. Déjà. Finies les facultés séparées (de lettres ; de droit et éco ; de médecine) et les doyens à leur tête. Place aux universités, à leur conseil d'administration et présidents élus, collégialité, démocratie parlementaire bourgeoise importée au cœur du système universitaire en faisant miroiter la participation de rares étudiants et personnels administratifs aux décisions. Mais, voilà, les révoltes se multiplient vite sur des campus alors scrutés par tous les quotidiens nationaux depuis Mai 1968. Les violences éclatent de partout. D'autant que, tiens tiens, la résurgence de groupuscules fascistes comme Occident fait monter la pression dans certaines facs, à Assas, Dauphine.

L'administration est vite dépassée à Nanterre. Elle noue donc des contacts plus étroits avec la préfecture. Le doyen, Paul Ricoeur, homme de gauche au fond de son cœur (un peu comme le nouveau version Macron addict), est un peu perdu dans le chaudron nanterrien. Il prend des pounelles régulièrement sur la tête, ce qui ne se fait pas. Mais, fin février, la municipalité lui emboîte désormais le pas : il faut en finir avec « la violence des nervis gauchistes ». La chienlit disait le Général.

Qu'à cela ne tienne, les frontières tombent. Début mars, la reprise en main s'annonce sévère. La franchise universitaire, ancestrale, est levée par Paul Ricoeur. Conséquence : le déploiement des forces de l'ordre est autorisé, permanent et massif. Le campus se remplit de casques ronds. On contrôle les cartes et les étudiants à l'entrée. Aujourd'hui, c'est devenu banal. A l'époque, scandale. Certains, en réaction, se courent des étoiles jaunes sur leurs vestes. Ambiance. On installe des barrières à chaque bâtiment. Mais la répression provoque encore de saines réactions. Un peu oubliées depuis.

Dans l'immense barre des lettres, liée de bout en bout, sans LE MUR, une banderole accrochée au-dessus des portes battantes du bâtiment E annonçait clairement la couleur : « Fascistes échappés de Dien Bien Phu, vous n'échapperez pas à Nanterre ». Le matin du 2 mars, pourtant, une cinquantaine d'étudiants conservateurs veulent en finir avec les blocages d'examen et se concentrent au bâtiment de droit. Tiens tiens, les ancêtres des cagoules de la fac de Montpellier peut-être ou de ces imbéciles de « Stop la grève » durant le mouvement anti-LRU dix ans plus tôt. Sauf qu'ils n'ont probable-

INTERDIT DE MANGER !

👤 28 octobre 2004

A Nanterre, on reçoit d'étranges courriers (par vigiles interposés)...

Tout ça pour une auberge espagnole !!

On peut croire à un un canular, mais non !!!

TOUS AU BÂTIMENT D,
MARDI PROCHAIN 12H30
BANQUET — AUBERGE
ESPAGNOLE

Appréciation : Jean-Luc peut mieux faire... Je lui rappelle que l'université est faite pour apprendre et partager !



SERVICE DES MOYENS GÉNÉRAUX
ET DE LA SÉCURITÉ.

POLE TECHNIQUE.
Tél : 01 40 97 74 49
Fax : 01 40 97 58 58

Nanterre le 25 octobre 2004

A l'attention des organisateurs du banquet

Messieurs,

Mon courrier du 12 octobre dernier vous informait que des plaintes avaient été formulées par l'UFR SSA contre l'organisation de votre « banquet », dans le même courrier je vous demandais de vous installer dans le hall du DD plus adapté à cette activité festive. Je vous informais que les apposeurs étaient prêts à vous aider en mettant des tables à votre disposition et vous demandant de ne plus utiliser le mobilier des salles de cours afin de ne pas perturber le service public.

Le jour même vous avez refusé d'obtenir prétextant qu'étant déjà installés nous souhaitiez pas déménager, le mardi suivant, malgré l'interdiction, vous avez installé des tables venant de salle de cours dans le hall du bâtiment D, obligant les apparteurs à remonter le mobilier après votre départ, nous avons également constaté la consommation excessive d'alcool et l'utilisation de produits stupéfiants.

En conséquence,

Étant entendu que par votre comportement vous portez préjudice au bon fonctionnement du service public et avez trouble l'ordre public, je vous demande de vous conformer à l'article 10 du règlement intérieur de l'Université, je vous demande également de vous conformer à l'article 17-2 du règlement ci dessus désigné concernant les autorisations de mise à disposition ponctuelle des locaux.

En cas de refus de votre part, constaté par huissier de justice et par fonctionnaire d'état assermentés, je demanderais au Président de l'Université de prendre les mesures disciplinaires à l'encontre des étudiants identifiés et de déposer plainte pénalement devant le Procureur de la République.

Veuillez croire en l'expression de mes salutations distinguées.



le mur : bis repetita

ÇA Y EST, C'EST LA RENTRÉE !

👤 3 novembre 2004

HIER MARDI 2 novembre 2004, l'ordre sécuritaire à l'université de Nanterre a été à nouveau ébranlé. Vers 13h30, une soixantaine d'antagonistes s'attaquent au mur de séparation du bâtiment D au moyen de deux béliers et de masses de chantier. Deux banderoles sont brandies pour masquer ceux qui détruisent le mur : « heureux qui communise » et « les gestionnaires agencent nos vies, les flics traquent le gibier et l'université nous dresse à l'accepter. » Les vigiles tentent de s'interposer, ce qui déclenche un affrontement entre les deux partis. Des fumigènes sont alors lancés au milieu du hall. Les vigiles zélés sont neutralisés tandis que les antagonistes se retirent sans dommage. C'est alors qu'un feu d'artifice débute sur la pelouse centrale.

conquises par le mouvement ouvrier (droit d'expression, droit de grève, liberté syndicale), cela ne suffit pas. Il faut mener un combat national, unitaire, pour obtenir l'arrêt immédiat, inconditionnel et définitif de toutes les poursuites disciplinaires et pénales engagées contre des étudiants pour leurs activités militantes. Si nous n'obtenons pas satisfaction sur ce point, il n'y aura plus de contestation possible. Le gouvernement pourra finir tranquillement d'adapter l'université aux exigences du patronat : après la destruction du cadre national des diplômes (réforme ECTS-LMD), la prochaine étape sera la remise en cause de l'accès à l'enseignement supérieur pour les enfants des classes populaires et pour les étudiants étrangers « non solvables. » Le mépris social et xénophobe s'affiche de plus en plus

souvent sans complexe : « ces étudiants ne viennent que pour gratter des bourses », « ces étudiants ne sont pas fait pour des études intellectuelles », etc. Il prépare les prochaines offensives contre les droits étudiants.

C'est pour cela qu'il faut réagir dès la rentrée de façon coordonnée sur toutes les universités. Nous appelons toutes les organisations étudiantes et des personnels, sur toutes les universités de France, à signer et à diffuser cet appel, et à organiser dès la rentrée des Assemblées générales contre la répression.

C'est uniquement par la mobilisation, unitaire et nationale, que nous parviendrons à obtenir le retrait de toutes les poursuites contre tous les militants poursuivis, première victoire qui nous permettra d'en obtenir d'autres.

ment pas lu le slogan de la barre des lettres. Il faut dire qu'alors la faculté de droit et d'économie, construite pour rééquilibrer le virage gauchiste déjà hors contrôle en lettres, est coupée de cette dernière. Les bagarres sont récurrentes entre les deux camps, et en lettres, il ne fait pas bon porter la raie de côté, et très peu d'étudiants de droit et d'éco s'y rendent. Aux uns la conservation malgré quelques petits comités d'action depuis 68, aux autres la révolution. Et, de fait, le groupuscule expérimente au petit matin le slogan. Pourchassés par une centaine d'étudiants casqués et armés, les fafs fuient. Bérézina totale. Interrompt, comme souvent, par l'intervention d'un groupe de policiers en faction.

Erreur. L'intervention met le feu aux poudres. L'escalade vire à l'émeute. En vrai, en grand. Imprévue, une masse d'étudiants se hérise à la vue des képis et part à l'affrontement. Deux jours durant, le campus devient champ de bataille. Opération César au cœur de la bourgeoisie étudiante de l'ouest parisien, version urbaine mais pas trop quand même, sauce campus nanterrien. Ça canarde des pierres depuis les étages, les grenades lacrymogènes pleuvent en réaction. Les forces de l'ordre battent en retraite, par endroits, par moments. Le 3 mars, du coup, la réaction est brutale, et vire en fin de journée à la chasse aux gauchistes et aux récalcitrants. Fini de jouer. Les derniers retranchés au restaurant universitaire, gazés et encerclés par des CRS surchauffés, ne sont extirpés en fin de journée que par l'intervention des garde-mobiles.

Sur le campus dévasté, le préfet de police de Paris vient constater l'ampleur des dégâts. Au point que le si sincère *Nouvel Obs* se pose la question en une du torchon : « Faut-il brûler Nanterre ? ». Le campus à l'américaine voulu par les modernisateurs gaullistes a viré au cauchemar militant. L'image mythifiée de Nanterre La Rouge s'ancre alors durablement dans les esprits. En positif pour un temps puis, retour de bâton post 68, de plus en plus pour en dénoncer la sale réputation à chaque nouvelle grève ou reportage dégueu sur la banlieue et le deal de shit qui l'entoure dans les cités des Provinces françaises ou d'Anatole France à côté.

EN FINIR AVEC LA CHIENLIT. QUAND LA RÉACTION S'ORGANISE

Pourquoi revenir sur mars 1970 ? Quel rapport avec le campus déserté, ses murs blancs et de plus en plus muets, policés et policiers de l'université



orwellienne de l'après 2010, truffée de caméras, de vigiles et d'espoirs congelés ? Parce qu'en ces journées de mars 1970, justement, au cœur même du bordel nanterrien, deux forces se rencontrent et nourrissent des souvenirs ambivalets.

D'un côté, la victoire militante, apogée de cette atmosphère anti-institutionnelle et de lutte de l'après 68. Le mythe de Nanterre qui, pour beaucoup, l'immense majorité même, semble si loin, oublié, désuet, s'est peu à peu effacé et dont on ne voit, que si rarement, le lien avec aujourd'hui.

De l'autre, la volonté qui s'aiguise pour en finir avec le désordre. Une histoire d'un perpétuel retour à l'ordre après la grande peur de Mai-Juin et qui ne connaît, lui, pas de fin et efface les mémoires du premier. En matière d'ordre, chaque victoire s'accompagne d'une nouvelle conquête, chaque innovation enfouit un peu plus sous terre revendications sociales et cerveaux critiques encore rétifs à la zombisation ambiante. Cette machine sécuritaire qui, précisément, s'emballa au tournant du siècle, et va prendre toute sa mesure dans la rénovation-sécurisation-fermetureuillisation du MUR.

Car, au printemps 1970, journaux et groupes conservateurs, autorités de tous bords, encore un peu dépassés, se mettent EN MARCHÉ. Le « repère à délinquants en tous genres » qu'est selon eux Nanterre doit finir. Les allées et venues des jeunes des alentours, des bidonvilles, aussi. Les ren-

AUDÉOUD, SALE CON !

👤 12 octobre 2004

LES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ, relais serviles du gouvernement, traitent de plus en plus les étudiants en lutte comme des terroristes en puissance. La répression est la réponse de l'État à la montée en puissance des luttes.

Répression dans les facs : préparons la riposte !

L'objectif est clair : traumatisé par la grève de novembre-décembre 2003 qui a bloqué une dizaine d'universités, le but est d'empêcher toute nouvelle grève étudiante ; pour cela, il leur faut frapper fort quelques contestataires pour tenter de dissuader tous les autres. Il n'y a aucun doute : la répression s'accroît et concerne plusieurs facs simultanément : à Tolbiac-Paris I, Nanterre-Paris X, Saint-Denis-Paris 8, Nantes, des militants (syndiqués ou non) sont poursuivis par les présidents d'université devant les sections disciplinaires, qui fonctionnent comme des tribunaux d'exception où l'arbitraire règne en maître.

Il s'agit de couvrir la répression contre les militants de l'autorité du « droit. » Toute activité syndicale combattant la politique gouvernementale de casse de l'université publique (destruction des diplômes nationaux, mise en concurrence des

universités, refus d'inscription) est aujourd'hui menacée de criminalisation. A Tolbiac-Paris I, des syndicalistes sont poursuivis au pénal pour « atteinte à l'autorité de l'État » parce qu'ils ont participé à des piquets de grève votés par des Assemblées générales regroupant des centaines d'étudiants. A Nanterre, des militants sont poursuivis pour avoir occupé des locaux afin d'obtenir l'inscription de « sans-fac » ou pour obtenir l'arrêt de la politique sécuritaire (mise en place de caméras de surveillance, construction de murs pour empêcher le regroupement rapide des étudiants, armement des vigiles) du président de Nanterre. A Nantes, des militants sont poursuivis pour avoir pris à partie (sans violence physique) un membre de la direction de leur fac. Tous ces militants risquent l'exclusion définitive de tout établissement d'enseignement supérieur pour avoir osé revendiquer.

Localement, la résistance s'organise sans pour l'instant de réelle coordination. Face à cette logique répressive qui s'abat sur les étudiants - mais qui touche également les salariés en lutte, par exemple lorsqu'ils occupent leurs entreprises — et qui remet en cause les libertés démocratiques de base arrachées



DÉPLOIEMENT POLICIER : 3 MARS 1970

LA FIN DE LA FAC DE NANTERRE

 octobre 2004

Dans le cadre de l'abolition du capitalisme, le comité de planification de PARIS X réuni en session extraordinaire vous présente :

La fin de la Fac de Nanterre

Septembre : Tout le système de vidéosurveillance sera détruit.

Octobre : Le campus sera libéré des forces de l'ordre (polices, vigiles, syndicats...).

Novembre : Les étudiants reprendront en main l'architecture universitaire : destruction des murs de cloisonnement, fresques murales... La destruction physique du campus continuera jusqu'à que ne soient plus possibles que des activités radicalement opposées à celles proposées habituellement par une université.

Décembre : Si les responsables n'ont pas encore tous fui, les différentes administrations seront dissoutes. La commission disciplinaire qui sanctionne les étudiants qui refusent les règles (tricheurs, dealers...) sera la première visée.

Janvier : La triche aux examens n'étant plus sanctionnée, ceux-ci

n'auront plus aucune valeur. Il n'y aura donc plus ni partiel, ni note.

Février : Étant donné que les cours ne seront plus sanctionnés par des notes et des diplômes, l'autorité des profs disparaîtra. A terme, les étudiants n'y allant plus, les cours seront tous supprimés, aux profits de discussions et d'activités moins chiantes.

Mars : Les jeunes des alentours se chargeront de disperser les quelques bourgeois en mal de sensation qui étaient restés.

Avril : Les derniers bâtiments restants seront détruits pour laisser de la place aux champs de pavots. D'ailleurs c'est pas bien grave, l'été arrivant on aura autre chose à foutre que d'aller à la fac.

Mai : En mai, fais ce qu'il te plaît !

Juin : Si nous ne sommes pas tous morts lors des affrontements avec la police et l'armée d'ici le mois de Juin c'est que nous avons réussi la révolution mondiale. Il sera alors temps de se réunir pour décider de la manière dont nous allons saboter le nouveau pouvoir qui se met en place.

Merci de nous contacter à enrages-nanterre@soccer.co.jp pour la répartition rationalisée des taches décrites ci-dessus.

seignements généraux eux-mêmes confirmer : dans un rapport détaillé à l'été 1970, ils dénombrent pas moins de six points de jonction dans la ville entre gauchistes et immigrés. Les murailles de l'université ont été franchies.

Or, tout le monde l'admet : l'opération policière a foiré en mars. Trop visible, trop massive. Elle a même renforcé la stratégie de la tension lancée par les « maos » sur le campus. Une autre tactique, parfois impensée, encore balbutiante, lui succède. Emaillée de nombreux affrontements, de conflits, de déprédations, l'année est aussi celle d'une reprise en main qui fait peau neuve.

Les policiers en faction restent. *Off course*. Il faut bien faire tenir l'État de droit (bourgeois), la faculté et un semblant d'autorité. Mais ils sont plus en retrait désormais. Les procédures judiciaires, elles, pleuvent. La répression individualise les militants et divise les forces et les réactions. Des corps plus informels aussi, moins visibles, font leur apparition : ceux que dénoncent encore de jeunes professeurs et des étudiants, obtenant même un temps leur départ : des « appariteurs musclés » en civil qui contrôlent et surveillent. Puis, dans les recoins, attaquent sévèrement : comme ces militants rossés à l'entrée du resto-u. Ancêtres des vigiles des années 2000 et des maîtres tirés par leurs chiens qui se jetteront quarante ans plus tard sur les étudiants bloquant un bâtiment pendant la LRU, en 2007. Suivis des professeurs (de droit) cette fois-ci.



Au resto U justement, centre névralgique des frictions et des luttes, la tension redouble après les journées de mars. Ouvert aux travailleurs et aux jeunes des environs depuis 68, le resto de Nanterre provoque à lui seul la moitié des pertes de toute la région pour l'organisme gestionnaire : le CROUS. Ça fait désordre. Les nouveaux uniformes provoquent encore des réactions mais, c'est connu, Rocé, rappeur passé en socio à Nanterre et à quelques trempings musicaux du resto-U au début des années 2000, le rappelait bien : « d'aujourd'hui, on voit tout, mais d'hier, on oublie tout, et même si t'oublie rien du tout, on t'habitué, c'est tout »³. Aux uniformes, au contrôle, aux caméras, à fermer sa gueule. Peu à peu.

Dans les bidonvilles justement, le chantage à l'expulsion se répand entre avril et juin. Les uniformes s'y rendent en amont et mettent la pression sur les familles. Une seule ambition : faire cesser les allées et venues des jeunes trublions sur le campus. *Re-cloisonner* des espaces qui se sont mis à s'ouvrir, se mêler, discuter. Et qui parfois s'entrechoquent brutalement. Bref, remettre des murs là où ils s'effondrent. L'affaire n'est pas mince. Elle préoccupe même d'illustres députés de Dordogne, anciens recteurs d'université qui compatissent et se fendent de lettres solennelles au Ministre de l'Intérieur pour en finir :

« La première opération à réaliser pour permettre d'espérer le retour à une vie normale, consisterait à supprimer le bidonville qui est situé aux portes de l'Université et dont les adolescents, Nord-Africains pour la plupart, constituent la troupe à tout faire des éléments perturbateurs... quand ils n'agissent pas pour leur propre compte.[...] On peut se demander si certains individus ne devraient pas être renvoyés dans leur pays ! »

Classes, comme toujours, les députés. En finir avec un bidonville, certainement pas pour leurs habitants hein. Mais parce que les jeunes qui y vivent commencent un peu trop à prendre leurs désirs pour des réalités, à venir prendre leurs aises au cœur d'une bourgeoisie qui n'aurait jamais dû se planter là. L'idée est avant tout de soutenir ce nouveau président aux belles relations, René Rémond, l'homme de science pipo Paris (recruteur d'élite), qui vient de prendre au pied levé la suite du pauvre Paul Ricoeur, démissionnaire peu après les journées de mars.

Le député Jean Capelle n'en reste pas là. Il soutient sa demande avec des éléments précis : une liste des « méfaits commis » par les gauchistes et les jeunes des environs. Une chronologie avant l'heure. Mais pas vraiment celle d'un ami du peuple. Sauf que les joyusetés contées laissent une idée du bordel ambiant. Morceaux choisis :

vous qui opèrent en bande, parfois de plusieurs centaines d'éléments. Il faut aussi que nos vigiles reçoivent une formation pointue aux méthodes de guérilla urbaine pratiquées par certains groupes extrémistes qui prolifèrent dans notre université. Il faut, troisièmement, envisager une coopération plus étroite entre nos forces de sécurité et les forces de police de la République. J'ai proposé la semaine dernière au conseil général de multiplier par dix les patrouilles de police sur notre campus, dans le cadre des contrats locaux de sécurité. Enfin, j'ai élaboré avec mes conseillers un projet qui me tient beaucoup à cœur et qui développera certainement l'esprit civique de nos jeunes à la recherche de repères pour la vie : faire participer les étudiants au maintien de la sécurité dans leur faculté. Nos étudiants pourraient ainsi être amenés à procéder à des rondes de jour et de nuit sous la tutelle bienveillante de notre corps de vigiles, afin de leur signaler tout délit ou atteinte à la communauté universitaire. Je sais que l'autogestion est une idée à la mode chez nos jeunes. Pourquoi ne pas la pratiquer au quotidien, en faisant assurer la sécurité et l'ordre sur l'université par les intéressés eux-mêmes ?

Monsieur le Président, ne pensez-vous pas, cependant, que beaucoup de jeunes hésiteront à réprimer les comportements criminels de leurs congénères ?

Il est certain qu'il faudra préparer les esprits à cette révolution culturelle,

si j'ose dire. Cela passera dans un premier temps par la mise en place de cours d'instruction civique obligatoires, dispensés par des experts en sécurité et des acteurs de terrain comme des policiers et des assistants sociales. Les professeurs devront également intervenir car il est temps aussi de modifier les habitudes du corps enseignant, trop souvent laxiste, et de les faire participer eux aussi au maintien de la sécurité. Il est urgent de changer les mentalités et de créer, non pas des citoyens de seconde zone, mais des individus conscients et responsables, des super-citoyens si vous voulez.

Monsieur le Président, un dernier mot ?

Oui, en tant que représentant de la communauté universitaire, je souhaite que cette nouvelle année se déroule pour le mieux, dans la calme et la courtoisie. Je voudrais aussi en profiter pour saluer les enseignants de notre université qui, pour la plupart, font un travail remarquable, ainsi que les étudiants qui, je l'espère, feront preuve de patience et d'acharnement au travail. Aux autres, aux quelques moutons noirs qui envisagent de semer le désordre sur notre campus, je lance un avertissement : nous sommes prêts et nous serons inflexibles. Que cela soit dit.

Monsieur le Président, je vous remercie.

P. Morange, 28/08/2004,
Le journal de Nanterre

³ <https://www.youtube.com/watch?v=KzZsQp8hQGc>

qu'une chose : aller en cours et faire leurs devoirs.

Plusieurs universités ont été confrontées à des mouvements de grève et de protestation au cours de l'année écoulée...

Cela est inacceptable. Quelques meneurs ont réussi un temps à exciter nos étudiants avec une phraséologie extrémiste. Heureusement, cela n'a eu qu'un temps et tout est revenu à la normale. Cependant, il faut en tirer des conclusions. Dans notre État de droit, le droit de grève est inadapté. Il faut moderniser le cadre juridique afin d'éliminer les effets nocifs de la grève sur le cours de la vie universitaire. Il est inacceptable de prendre les étudiants et les professeurs en otage pour faire valoir des revendications maximalistes et irresponsables. C'est là un archaïsme qui doit être fermement combattu. Comme cela se pratique avec succès dans bon nombre de pays moins frileux que la France, il ne faut pas hésiter à se montrer de la plus grande sévérité avec tous ceux qui, de près ou de loin, participeraient ou soutiendraient une grève ou un rassemblement de protestation. Dans ces situations de crise, l'intervention des forces de l'ordre doit être immédiate. Nous devons leur accorder toute liberté et tout pouvoir pour interpellier les meneurs et intimider ceux qui les suivent. Il ne faut pas hésiter à interdire de cours les enseignants qui monteraient de la sympathie pour les grévistes et à sanctionner les étudiants, soit par l'exclusion

définitive de tout cursus universitaire, soit par une diminution significative de leur moyenne annuelle générale.

Mais ne craignez-vous pas que de telles mesures portent atteinte à la liberté d'expression et au droit de manifester ?

La seule liberté et le seul droit que peuvent et doivent revendiquer les étudiants, c'est celle d'aller en cours et d'écouter leurs enseignants. Après tout, une usine, des bureaux sont faits pour travailler. Une université, elle, est faite pour étudier, un point c'est tout. Aujourd'hui, le succès rencontré par une émission de télévision comme le pensionnat de Chassagnes montre qu'il existe parmi la jeunesse une vraie demande d'autorité. Pendant trop longtemps, la tolérance par rapport aux comportements criminels comme taguer, s'embrasser dans un amphithéâtre ou fumer dans un couloir a été bien trop forte. Les jeunes euméennes, revenues de ces dangereuses illusions, s'en rendent compte et souhaitent un changement. Je félicite aussi les hommes et les femmes du notre actuel gouvernement pour avoir changé de cap politique. La tolérance zéro doit être notre priorité, dans la Cité comme à l'université

Que comptez-vous faire concrètement, Monsieur le Président, pour répondre à cette attente de notre jeunesse pour une plus grande fermeté ?

Dans un premier temps, renforcer la présence de vigiles sur le campus. Malgré leur travail remarquable, ceux-ci sont bien souvent débordés par des

« 23 janvier : bureau du doyen envahi : insultes, menaces, déprédations

26 janvier : doyen assailli au bâtiment C : insultes, coups, crachats au visage, pou-belle renversée

3 février : deux appariteurs de la faculté de Droit malmenés en C : insultes, menaces de mort, sévices divers

5 février : mobilier jeté par les fenêtres du bâtiment C

9 février : crèche sauvage, une porte de la salle D02 est fracturée, deux serrures forcées, quelques garçons et filles occupent les locaux et y amènent de jeunes arabes entre 2 et 14 ans comme « bébés ». Le soir, tous les tiroirs de la cafeteria contenant des friandises ou aliments sont fracturés.

10 février : idem concernant la cafeteria et la crèche

12 février : deux étudiants sont attaqués par 4 ou 5 individus et sommés de quitter la faculté. Des commandos casqués occupent le rez-de-chaussée de la faculté, saccagent la salle C20 en brisant tables, bancs, chaises, banquettes, pour en faire des matraques. Partent à l'attaque d'un groupe adverse, puis de la Résidence. Au moins un blessé grave, 7 voitures en stationnement endommagées.

Retour à la faculté. Arpentant le hall en frappant le sol de coups de barres de fer et en scandant des slogans. Saccagent trois bureaux au bâtiment A : portes arrachées et jetées par les fenêtres, carreaux systématiquement cassés, armoires forcées, documents jetés à l'extérieur, vestiaires des gardiens éventrés, vol d'une veste et d'une gabardine ; un parapluie cassé. [...]

27 février : 15h30, un car de police entre sur le domaine pour effectuer une patrouille, il est immédiatement attaqué. Renforts, riposte de la police, bataille jusqu'à 18h30

2 mars : 16h, attaque de 5 policiers effectuant une ronde par quelques 200 jeunes gens. Riposte, émeute jusqu'à 19h

3 mars : 15h30, même scénario. Les étudiants attaquent les gardiens municipaux dans la rue de la Folie et se replient sur le domaine. Riposte, bataille jusqu'à 19h. Faculté mise à sac. Caisse de la cafeteria volée. Opération jusqu'à 20h au restaurant universitaire où les manifestants s'étaient retranchés

6 mars : manifestation de masse (3 000 personnes environ) dans les locaux de la faculté. Aucun désordre, aucune violence. Sauf une porte d'amphi (A1) fracturée. Les membres du conseil de l'U.E.R. d'Anglais sont interrompus et chassés du bâtiment F. Le mobilier est jeté par la fenêtre. »

Mention spéciale pour le vol de friandises à la cafétéria. Mais le René Rémond des familles, soutenu par ce beau monde, entre bien dans une danse nouvelle. L'homme de science pipo sait qu'il faut plusieurs cordes à son arc : loin d'attiser les tensions, il prend soin de nouer de plus étroites relations avec la préfecture. Évidemment. Mais aussi avec les environs. Le bunker étudiant a viré au cauchemar, il faut l'ouvrir autrement, plus institutionnellement. Un premier pas dans ce rapport étrange aux cités et bidonvilles de Nanterre est lancé. Aider, c'est calmer ; donner, c'est acheter un peu de

paix sociale et offrir ici ce qu'on empêche là. Et c'est ce qui se passe : les subventions et cours d'alphabétisation aident à refermer en parallèle les espaces ouverts au tout venant : resto U, piscine, bâtiments, cité universitaire...

Le recrutement de jeunes des ghettos environnants dans les services de sécurité pour mater les rébellions ou empêcher les lascars de leur cité de venir sur le campus n'est pas encore à l'ordre du jour. On attendra la nouvelle ère sécuritaire, de l'après 1999, du 11 septembre et du nouveau plan local de sécurité. Un service spécial se spécialisera alors dans la contre-insurrection universitaire : le si bien nommé service « hygiène et sécurité », qui va lentement grossir et s'enraciner. C'est connu, pendant que les politiques passent, les policiers et les petits contremaîtres de la sécurité, eux, restent. Laboratoire révolutionnaire un temps, Nanterre devient alors celui du sécuritaire et de la contre-révolution conservatrice dans les universités. La filiation est lointaine mais bien réelle. C'est ici qu'on veut et qu'il faut en priorité en finir, tester, adapter, rénover, contrôler, pacifier.

Quant au PCF, une fois est coutume, il est hors-jeu. En 1970, il multiplie les réunions pour « redresser » sa cellule enseignante et soutenir des jeunesses communistes submergées. Au besoin, à grand renfort de gros bras ouvriers face aux groupuscules. Quant aux liens avec le personnel de la fac, du resto U, et les travailleurs intellectuels, le travail de sape paie petit à petit, faisant ressortir le ressentiment latent à l'égard des « agitateurs gauchistes » qui perturbent inlassablement les activités du campus. Leur boulot.

Mais le processus n'est jamais continu. Il flotte longtemps, surtout en ces années 1970 où les oppositions sont encore si fortes. Et accélère brusquement, comme après 2001. Mais un même mode de contrôle et d'autocontrôle naît alors et s'étend. Il atteindra son zénith une fois passée la longue lutte contre le MUR, dernière pierre, à sa manière, dans le (re)cloisonnement des espaces et des esprits.

Après le dehors, après avoir refermé le ghetto universitaire sur lui-même en le coupant du ghetto environnant, il s'agit d'en finir avec l'intérieur : s'attaquer à la moindre parcelle disponible à la critique ou à l'auto-organisation. Les succès de l'ère autoritaire post 11 septembre sont patents. Il faut l'admettre.

Dès 1970, ce mode de contrôle plus lâche mise sur l'essoufflement des contestations. Il réussit, déjà, à isoler les groupes, de plus en plus virulents. Tellement virulents qu'ils perdent un peu de leur superbe chez les masses, en vrai. L'année 1970 se clôt par une vraie débandade des maos : ouverte-

versité Paris X Nanterre depuis 2001. Il nous a accordé un entretien exceptionnel dans son spacieux bureau du bâtiment de la Présidence. Il nous parle avec bonheur de ses réalisations, de ses projets, de ses souhaits et de ses envies, de sa fierté de diriger un établissement à la pointe du progrès éducatif et, bien entendu, de la sécurité, son nouveau cheval de bataille.

Bonjour, Monsieur le Président. Quel est votre programme pour cette année universitaire qui commence ?

La sécurité est aujourd'hui notre priorité. Comment étudier dans de bonnes conditions si des voyous sèment la terreur sur nos campus, perturbent les cours de nos enseignants et répandent, finalement, un climat de désolation et d'anarchie dans notre université ? Pour cette nouvelle année universitaire, je m'engage devant les étudiants et les enseignants à rétablir l'ordre dans notre université par tous les moyens. Il faut en terminer avec le laxisme qui gangrène depuis tant d'années notre établissement. Après tout, les étudiants sont là, aujourd'hui, pour intégrer plus tard le marché du travail, trouver un emploi, fonder une famille, participer à la vie publique. Les paresseux et les agitateurs, et ce sont souvent les mêmes, n'ont pas leur place à l'université.

Quel doit être le rôle d'une université dans une société moderne ?

Je crois qu'il faut partir d'un constat : l'école, la famille, la religion et la police

ne jouent plus aujourd'hui leur rôle. Sans discipline et sans respect d'autrui, notre société est vouée à disparaître. Si nos institutions sont défaillantes, il appartient à l'université de restaurer les valeurs pour lesquels se sont battus nos pères : la tolérance, la compassion, l'obéissance aux lois d'un État de droit. L'université doit participer pleinement aux objectifs d'un État moderne : faire respecter, par l'exemple et par la force s'il le faut, la paix sociale et la démocratie. Car si tout devient sujet à conflit, la loi de la jungle finira par s'imposer et la civilisation occidentale connaîtra une énorme régression. Je le répète, notre priorité, c'est la sécurité. Finissons-en avec cette délinquance qui se propage au cœur de nos institutions.

Que diriez-vous à ceux, étudiants et enseignants, qui dénoncent aujourd'hui la dérive sécuritaire dans les universités ?

Chacun est libre de penser comme il l'entend. Mais, au final, c'est moi qui prends la décision, en tant que responsable du bon déroulement de la vie universitaire, et en étroite concertation, bien sûr, avec les syndicats représentatifs des enseignants et des étudiants. Encore faut-il exprimer ces opinions dans le cadre fixé par notre législation, par la voie des procédés démocratiques. Or, par les temps qui courent, trop nombreux sont ceux qui entendent, de manière irresponsable, passer par-dessus l'institution et pratiquer un terrorisme idéologique contre les étudiants qui, eux, ne souhaitent

AUTORÉDUCTION AU RESTO-U

👤 4 octobre 2004

Une petite troupe de personnes ont mangé gratuitement (ou presque) au resto-U de la fac de Nanterre. De peur que la nourriture soit jetée et javallisée (pour que les vilainEs clochardEs ne puissent pas y goûter) comme à son habitude en fin de service, les personnes présentes juste avant la fermeture ont décidé de ne pas payer directement le CROUS qui augmente tous les ans ses tarifs de manière indécente, mais de payer les cuisinierEs exploitésEs en liquide. Il s'agissait aussi de dénoncer la restriction du resto-U aux seulEs étudiantEs qui doivent présenter obligatoirement leur carte pour manger (nouvelle mesure de contrôle !!).

Les vigiles ont été appelés, ainsi que la BAC et même le commissaire de police !!! Ils attendaient la

petite troupe à la sortie, l'ont fait poireauter et mis quelques coups de pression. Une personne de la petite troupe s'est entendue dire par le commissaire que la prochaine fois il irait en prison parce qu'elle n'a pas le droit de rentrer dans le resto-U sans être étudiant (c'est un délit), et parce qu'il ne faut pas payer directement les cuisinierEs exploitésEs (c'est un délit)... et patati et patata...

Tout c'est bien finit : relachésEs sans contrôle !

Mais c'est toujours amusant qu'une trentaine de répressifs (en gros 10-12 vigiles + 5-6 de leurs chefs + une dizaine BAC bien armésEs) soient venus assister à ce grand événement qu'est une bouffe gratuite !!!

faux entretien largement diffusé sur internet

ENTRETIEN AVEC M. AUDÉOUD, PRÉSIDENT DE NANTERRE

👤 11 octobre 2004

L'entretien qui suit est paru dans le journal municipal de la ville de Nanterre daté du mois d'août 2004. Nous le publions tel quel tant il nous paraît illustrer avec acuité comment l'idéologie sécuritaire et disciplinaire s'est infiltrée dans toutes les states de la société, jusqu'à l'Université. Précisons que l'entretien a été réalisé peu de temps

après que des vigiles de Paris X aient vivement molesté un jeune appréhendé en flagrant délit de « taggage » sur un mur de la faculté de sociologie.

« Pour une université de prestige et de sécurité »

M. Olivier AUDEOUD, professeur de droit public, est Président de l'Uni-

ment dénoncés par les travailleurs du restaurant eux-mêmes, ils en sont chassés dans une dernière scène pathétique de tentative d'ouverture du resto U. Les soutiens se sont effilochés. Même plus même besoin d'appeler les forces de l'ordre (officielles) en renfort. Quelque chose a bougé. Le contrôle a changé. Plus insidieuse, la collaboration marque cette progressive marginalisation des contestations, la coupure entre le groupuscule et le reste des étudiants et des travailleurs.

La nouvelle ère balbutie. Elle semble comme aboutie aujourd'hui. En 2004, justement, l'un de ces précieux et derniers symboles s'efface : l'ouverture du restaurant aux bleus de travail et aux étrangers au campus. La carte monéo ou d'étudiant, le contrôle, le statut, la petite carrière rangée reprennent leurs droits. Il aura cependant fallu trente ans pour que cette normalisation rampante mette au rencart les derniers vestiges de Nanterre la Rouge. Ou se sente autorisée à le faire. Que le laboratoire de la contre insurrection devienne victoire éclatante de l'ordre capitaliste et consumériste. Dix ans plus tard, une baraque à frites du CROUS exhibe ses hamburgers pour mécheux à 8 euros sans se faire cramer. Imaginez.

LA MENTHE SAUVAGE REFLEURIRA : EN ATTENDANT, VIVEZ LES DÉCOMBRES

Quant au nouvel arrivant, il passe désormais loin de l'historique passerelle, gare provisoire depuis 1972, de ses graffitis, de ses fous furieux du tractage à l'entrée de la fac, et de ses gars en galère posés là toute la journée. À la place, une monumentale gare multimodale aseptisée, un univers vitreux, des murs blancs, des vigiles en tenue de policiers qui font la circulation à chaque bâtiment et à chaque rentrée. Ils (dés)orientent, font même les cursus on dirait. Chacun comprend, insidieusement, qu'ici, tout est sous contrôle. Pas bouger. Pas penser. Ce que font la plupart des étudiants.

Alphonse Allais expliquait qu'une fois passées les bornes, il n'y a plus de limites. Passé le stade de la réaction et de la remise en ordre, le contrôle est une hydre sans frein : il peut se refaire direct, brutal, sachant ne plus compter sur de grandes oppositions, il peut effacer le passé sans cligner, comme en détruisant pour ladite rénovation toutes les peintures enfouies des années 1970 que d'aucuns auraient pourtant classé monument historique. Une sorte de dynamitage de boodha par les talibans à la sauce nanterrienne. Et qui passe comme une lettre à la poste, off course. La nou-

velle religion, celle du marché et de la sécurité, dite de la rénovation et du changement, est moins visible. On lave désormais les cerveaux à la vitesse où l'on repeint les murs de l'université Paris Ouest Nanterre La Défense... « centre commercial les quatre temps » ajoutent même des coquins sur leurs affiches anti-élection après 2008.

Ce qui donc, dans cette lutte autour du MUR, pourrait paraître comme une bagarre d'une petite communauté d'acharnés voire d'illuminés contre le tout sécuritaire et la marchandisation universitaire, est en réalité, au tournant des années 2000, un des derniers soubresauts d'une longue et ô combien révélatrice histoire militante. De Nanterre, de l'université, des universités, des années 1960. Une guerre entre l'ordre révolutionnaire et le désordre sécuritaire, entre l'hétérodoxie libertaire et l'orthodoxie universitaire. Mais elle marque une fin de partie, la fin d'un héritage et de la (re)naissance des groupes anti-autoritaires et des luttes en France. Une victoire à plate couture certes, mais où, au départ, à chaque nouvelle lutte, rien n'est jamais joué d'avance.

« Un matin, lorsque la communauté se réveilla, elle s'aperçut que les murs qui entouraient l'université s'étaient effondrés sous les coups des étudiants. Le béton était parti en éclats, s'éparpillant au travers de la route qui séparait les deux communautés [...]. Peu à peu, je m'étais lié d'amitié avec certains étudiants qui venaient distribuer des tracts à l'entrée du ghetto. Ici, la révolte étudiante avait fait mûrir un certain espoir de changement dans la tête des jeunes »⁴

Il n'est de bon mur qu'un mur qui tombe, pourrait-on dire devant cette brochure sur la lutte autour du MUR. Ou à la suite de cette citation de Mohammed Kenzi. Jeune ouvrier du bidonville de la Folie et de la cité des Grands prés, amateur de free jazz, proche de Vive la révolution, de la Gauche prolétarienne et des Comités Palestine, une fois le mur de la fac tombé et après cette rencontre imprévue, socialement improbable.

Avant-hier, il s'agissait d'abattre le grand mur, militaire ; hier, d'abattre celui qui consistait à cloisonner mouvements et esprits étudiants ; aujourd'hui, les deux, et comme hier, ceux, autrement plus profonds, mentaux, culturels et sociaux, entre ces univers clos sur eux-mêmes. Et qui ont pris de l'épaisseur depuis alors même que le recrutement à la fac s'est considérablement élargi comparé à celui, si bourgeois, du début des années 1960. Entre ces deux murs qui tombent ou se construisent, entre 1970 et la fin des années 1990, la conjoncture a transformé Mohammed en Djamel, le militant révolutionnaire en agent de sécurité. Son taff : empêcher les jeunes des cités, comme lui, de venir sur le campus, tenir tranquille les quelques dea-

CONSEIL DE DISCIPLINE DE NANTERRE

20 septembre 2004

un conseil de discipline n'est pas un dîner de gala !

L'année dernière, un groupe informel s'est constitué en marge de la contestation classik (syndicats, associations...) afin de lutter contre le spectacle de la vie universitaire, considérant l'organisation présente de la vie comme un mensonge... plus personne n'osant affirmer ses désirs ou de nouvelles envies, acceptant, de fait, les conditions pourries d'existence.

Si, l'université, et la racaille administrative qui la gêne ne font qu'intensifier l'étouffement qui s'est généralisé au reste de la société. Afin de rendre toujours plus inhabitable l'espace universitaire, les décrétoires entreprennent le cloisonnement systématique des bâtiments par des murs (suparavant les bat. A, B, C, D, E étaient reliés par un seul et unique couloir intérieur), les rendant ainsi insupportables aux étudiants, et empêchant toute tentative de se retrouver, de « perdre leur temps » dans la rencontre. Cet espace est devenu le leur : surveillé par des le-ménars, contrôlé par des rondes de vigiles, aménagé sur le modèle du supermarché, c'est-à-dire sur celui de la non-vie.

En réaction, ce groupe s'est mis à la critique, celle dont justement les professeurs sont devenus incapables de formuler non seulement la parce que l'habitude neutralise l'esprit critique mais aussi, et surtout, parce qu'ils ont contribué, par la pensée de leur discipline, à la mise au pas des choses (compréhension des mécanismes psychologiques, sociologie des comportements en milieu urbain...). Or une centaine de personnes s'est mise à défoncer l'un des murs édifiés durant l'année. Suite à cette action et à une autre de graffiti, deux individus appartenant au groupe informel sont traînés devant le conseil de discipline et incriminés au pénal.

Ce qu'ON leur reproche, c'est d'avoir participé à cette critique de la négation de la vie individuelle et collective, et pour mieux le leur reprocher ON les accuse de tout et n'importe quoi.

CONTRE LES COUPS DE MATRAQUES DE L'UNIVERSITÉ !! SOLIDARITÉ OFFENSIVE AVEC NOS CAMARADES !

RDV le 4 Octobre, 10h, dans la salle de conférences du bat. B. Nanterre Université.



action tag à Nanterre

NANTERRE SOUS LES BOMBES

27 septembre 2004

UNE NOUVELLE FOIS, l'université de Nanterre a été la cible d'une attaque foudroyante.

Les mutins ont barbouillé leurs cris sur la façade du bâtiment E : « FEU A L'ENTREPRISE UNIVERSITAIRE » et « NANTERRE PAS TA LIBERTE ICI ! »...

Encore un message clair appelant le « troupeau universitaire » à se changer en meute et à s'insurger contre

les relations de pouvoir au sein des échanges de savoirs.

Quelle suite pour le mystère des mutins contre le monde individualiste marchand... ? L'épidémie de sabotage s'arrêtera-t-elle... ? Après cela, étudiants, professeurs et personnel seront-ils à la hauteur de leur inconstance sociale... ?

ACTION !

⁴ Mohammed Kenzi, *La Menthe sauvage*, Lutry, Bouchain, 1984, p. 58-60.

Le dossier d'instruction envoyé aux deux convoqués est truffé de non-sens et, à vrai dire, relève de l'incompétence. Leur seule faute semble être leur prise de position contre la politique sécuritaire et ultralibérale de la présidence de l'université. La commission d'instruction fut bien plus que farfelue. Un certain nombre d'"incidents", graves au regard du Droit, ont eu lieu : témoin "surprise", non pagination du dossier, débat contradictoire biaisé... etc...

Suite à ces multiples erreurs de procédure dignes d'un étudiant de première année, les autorités nanterroises ont finalement décidé de se raviser au dernier moment, s'apercevant que leur ridicule petit montage judiciaire ne tiendrait pas la route une

seule seconde devant un tribunal. Ces apprentis juristes ont donc abandonné la procédure visant nos deux camarades, annulant ainsi le conseil disciplinaire prévu le 14 juin. La présidence de l'université recommence maintenant la procédure à zéro, et reconvoque à nouveau nos deux camarades devant la commission d'instruction pour le 7 septembre... Comme si nous n'avions que ça à faire!

Arrêtons ces enfantillages !

Exigeons la dissolution immédiate de l'administration !

Chassons une bonne fois pour toute les bureaucrates de Nanterre !

Tous au bâtiment B

le mardi 7 septembre à 10h.

ça va chier

Destruction des caméras de vidéo surveillance à l'université paris 8

LA FAC DE ST DENIS LIBÉRÉE DES CAMÉRAS

 27 mai 2004

AUJOURD'HUI, jeudi 27 mai 2004, à l'université Paris VIII Saint-Denis, une vingtaine de plébéiens masqués ont détruit trois caméras de surveillance à l'aide de marteaux, et mis hors d'état de nuire plusieurs autres caméras avec des fusils à eau remplis de peinture. Les murs ont été recouverts des inscriptions suivantes :

« *Le maton te quette* » et « *Vive l'action directe !* ». Tout cela s'est passé en trois minutes. Nul n'est intervenu, hormis quelques sourires complices. Les quelques caméras qui restent sont à votre portée...

Les camarades masqués

lers du coin en mode grand frère, et taper, à l'occasion, les étudiants trop remuants. Un autre usage des corps populaires. Toujours exploités mais mieux accordés au nouveau gouvernement des vivants et au consensus (et à la fascination) ambiants.

La sécurisation n'est pourtant pas un long fleuve tranquille. De ces années 1970 au milieu des années 1990 jusqu'à sa brusque accélération au début des années 2000, elle provoque réaction et contre-offensive. Ici, dans cette brochure encore, la libération de l'esprit, des pratiques nouvelles, des blagues, des innovations, l'inventivité, la rage et la colère qui explosent autant que les drôleries.

Bref, avec la lutte, ici, au présent, c'est tout un carcan qui saute : où l'on se (re)découvre, parfois dans l'action, quand celle-ci devient plus collective, qu'elle sort des cours où l'on se regardait en bout de table sans se connaître, individuellement. Et elle sort vite certains, comme hier, du long fleuve syndical, des sempiternelles déprimés bureaucratiques sur les frais d'inscription ou les luttes du peuple dans le monde entier déconnectées du quotidien des gens, des cités d'à côté, ici et maintenant.

L'URBANISME, C'EST LA GUERRE : LA CONTRE-INSURRECTION PAR LA RÉNOVATION SÉCURITAIRE

Les analogies sont souvent trompeuses, banales.

Ici, elles sont flippantes même si, parfois aussi, un peu rassurantes.

Flippantes d'abord, et surtout : entre l'année 2000 et le début de la lutte contre le MUR, la préfecture, la mairie et la présidence de l'université se retrouvent, comme en 1970, pour en finir (vraiment cette fois) avec la franchise universitaire, et les restes de ce Nanterre rouge. Naît le contrat local de sécurité et ses policiers en civil à résidence. Car, Nanterre reste rouge, et ses quartiers alentours, sulfureux aussi. La barre de sciences sociales abrite, de loin, le plus d'associations et de groupes politiques dans les facs de France. Mais beaucoup ronronnent et ne voient pas ce qui vient, ce qui les dépossède du peu du quotidien et de vie qui leur reste. Quant à la cité des Provinces françaises d'en face, les allées et venues pour aller chercher sa barre de shit continuent de faire les choux gras des médias sur la délinquance.

Les patrouilles sur le campus, elles, passent plus inaperçues qu'hier. Elles en émergent encore certains mais ne provoquent plus l'émeute. Loin de là. Voire, la délinquance des uns et les viols à la cité U deviennent les étendards d'un nouveau tour de vis et d'acceptabilité de la privation du droit d'aller et venir, d'ouvrir une porte, de se poser dans un amphî. Comme au début des années 1980, quand les premiers rapports sur la rénovation dans les quartiers étaient commandés par l'université et réalisés par des étudiants après plusieurs agressions sur la faculté. Un premier centre de prévention de la délinquance au quartier du Petit Nanterre, ancienne terre de bidonvilles, naissait alors.

La conjoncture a changé. Et les pouvoirs ont appris : le contrôle sur les vivants passe mieux quand il s'effectue à travers les choses. Comprendre : ici comme dans les quartiers, la clé du tout sécuritaire n'est plus uniquement la violence brute, directe, sur les gens. En cas de débordements, elle est là, c'est sûr. En banlieue surtout. Mais, en attendant, il y a mieux. La rénovation des bâtiments, le cloisonnement et les fermetures de porte, la réfection, la promesse d'un avenir meilleur grâce au murage d'un hall de bâtiment squatté ou d'une gouttière trouée. On fait avec ça ce qu'il était difficile, parfois impossible de faire avec une patrouille de police ou de vigiles n'avançant pas masqués. Murer un bâtiment, c'est fermer, cloisonner : un hall, une rencontre, un cerveau, un discipline, un courant d'air. Et tout ce qu'ont compris ceux qui, même minoritaires, entament cette lutte prolongée contre le MUR.

La rénovation, la porte coupe-feu, la sécurité-incendie, sont bien plus difficiles à mettre en question que la présence d'un cordon de police ou un contrôle arbitraire. La rénovation du bâti marginalise plus facilement les rébellions, cantonne les récalcitrants à des rôles (de dealers, de radicaux, de passésistes selon), oblige parfois à donner les premiers coups pour se défendre des attaques, et à rendre inévitable et plus légitime le cortège de répression qui s'ensuit. Le ressort est plus sous-jacent. Plus indirect, il est plus difficile à donner à voir dans sa violence brute. C'est toute sa force.

C'est comme ça que, rappelle la brochure, les espaces changent. Vite. Des cursives extérieures remplacent des portes battantes que tout le monde traversait, à l'intérieur ; des espaces communs laissent pas place à des fermetures, des vigiles complètent des appariteurs, une gazeuse lacrymogène s'associe à un uniforme, qui s'associe lui-même à une matraque qui s'adosse bientôt à un chien ou à un écusson bleu-blanc-rouge. D'année en année, le

ACTION ANTISÉCURITAIRE : PHOTOS

30 avril 2004

Une action anti-sécuritaire, à l'initiative d'étudiantEs, a eu lieu à la fac de Nanterre... Au menu : action contre la vidéo-surveillance et tags contre l'idéologie sécuritaire aux mille ravages...

Tentative de recouvrir la caméra du bat DD à l'aide de peinture... Il faudra apprendre à viser...

Et tags à l'entrée du campus sur le bat E

avec au sol un beau slogan : "pacification des mœurs = massification des peurs"

opération qui s'est finie par l'arrestation arbitraire d'un étudiant observant la scène du taggage.



Du sécuritaire à l'arbitraire...

2 ÉTUDIANTS EN SECTION DISCIPLINAIRE

25 mai 2004

DEUX ÉTUDIANTS ont été convoqués, ce lundi 24 mai, à la commission d'instruction de la section disciplinaire de l'université de Nanterre.

La présidence les accuse, de manière totalement arbitraire, de "dégradation en réunion du domaine immobilier" (graffitis sur la façade d'un bâtiment lors d'une action

anti-sécuritaire le 29 avril) et "participation à la destruction en réunion de la cloison pare-feu entre les bâtiments D et E" (le 16 mars dernier ce mur, symbole de la politique sécuritaire de la présidence, a été défoncé à coups de bélier). Ces accusations sont inacceptables.

SE RÉAPPROPRIER LA FAC DE NANTERRE...

10 avril 2004

DES ÉTUDIANTES avaient appelé, pour le mardi 6 avril, à un grand barbecue, un "grand pik-nik participatif" pour se réapproprier la fac et nos lieux de vies

"Venez faire la fête, boire un coup, siester, tâter du ballon, grattouiller les cordes d'une guitare, discuter tranquillement sur l'herbe... Amenez à manger et à boire selon vos envies. Aujourd'hui les cours sont suspendus jusqu'à nouvel ordre !"
Un tract du genre avait circulé en effet quelques jours auparavant, et même avec une organisation de la teuf un peu rapide et légère, un certain nombre d'étudiantEs (peut-être 80...) étaient au rendez-vous. Le temps n'a pas permis de faire de barbecue sur l'herbe du campus, mais il a été décidé de transformer le pik-nik en banquet dans le hall du bâtiment D. Cela a permis de visibiliser l'action-fête et de casser (ou au moins de foutre le bordel dans) le flux des consommateurs de savoirs... regards étonnés de profs et étudiants, amusements, encouragements ou encore des "je peux prendre une bière, une banane..."
Une table de contre-info contre-lit-

térature et contre-culture était également de la partie !

Bilan, très positif donc pour une première, de nombreuses personnes demandant quand serait la prochaine teuf... Un rendez-vous a déjà été pris pour les beaux jours (début mai ?) pour un grand barbecue cette fois-ci avec plus de monde.

La grosse difficulté étant, pour le petit groupe qui avait lancé l'appel à la réappropriation festive, de ne pas tomber dans le rôle de gentil organisateur de fête (elles ne sont pas animateurs/trices de club de vacances... !!), mais de tout faire pour que la lutte, sous toutes ses formes, soit réappropriée directement par les étudiantEs, profEs et personnels. Tout faire pour que des initiatives radicales "constructives" se multiplient de toutes parts...en assumant la confrontation avec les détenteurs du pouvoir par des initiatives "destructrices" (comme le fameux mur "sécuritaire" de Nanterre qui a été défoncé il y a peu...)

La fête est subversive !!

panorama change. Lentement à vue de nez, très vite à vue d'années. Au final, il devient méconnaissable.

Le service hygiène et sécurité, c'est connu, contient en lui cette logique propre à chaque organisation : assurer sa survie, se reproduire et se répandre, comme n'importe quel virus. Tentaculaire. Des petites guérites remplacent les salles d'appareiteurs, les talkies-walkies remplacent les téléphones, scruter les allées et venues, pouca à tour de bras remplacent le simple travail de maître des clés. Les voies d'accès changent, deviennent plus étroites, le vert remplace la gadoue ou le béton mais en ordre et de telle manière que les mouvements et les flux soient contenus, tenus. On peut désormais voir et fermer depuis n'importe où. Un *Panopticon*⁵ version faculté postmoderne se met en place, un fascisme sécuritaire et vert où les gens se posent en toute tranquillité au soleil et sur les pelouses le printemps venu. D'ailleurs, les surveillants humains se font vite oublier, doublés qu'ils sont par les non-humains, caméras et détecteurs de mouvement en tous genres, clés sécurisées sur chaque porte ou salle jadis ouverte, et avec un PC sécurité qui ferait pâlir d'envie le centre de surveillance de Nice, la plus technototalitaire des municipalités de France.

QUAND LE PETIT ALAIN BAUER⁶ DE NANTERRE PRENAIT LE POUVOIR

Mais, sauf à croire que les choses, ou les grands systèmes genre « capitalisme, sécuritaire, fascisme... », évoluent seuls, mus par de grands mouvements auxquels les individus ne peuvent rien, il faut bien se rendre à l'évidence. Certains bouffons ont une responsabilité non négligeable dans la dégueulasserie ambiante. Comme un certain Jean-Luc Guinot, militaire raté reconverti expert en sécurité à Nanterre, qui va prendre un malin plaisir depuis son recrutement à la fin des années 1990, à faire grossir et à créer son autonomie à toute cette rénovation sécuritaire. D'abord en s'arrogant un pouvoir d'interlocuteur privilégié avec la préfecture et le commissariat pour la fac, surfant sur le contrat local de sécurité et en prenant appui sur les agressions (jamais réellement recensées mais toujours balancées en inter-

⁵ Sur l'invention du Panopticon de Jeremy Bentham et sa centralité dans la surveillance carcérale et l'ensemble du processus sécuritaire et d'autocontrôle voir Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975.

⁶ Sur la figure d'Alain Bauer, artisan des contrats locaux de sécurité, des statistiques frauduleuses en tous genres sur la délinquance pour vendre ses contrats aux villes et à ses amis, du genre Nicolas Sarkozy, jusqu'à son ascension au sein de l'Observatoire national de la délinquance, voir Mathieu Rigouste, *Les Marchands de peur*, Paris, Libertalia, 2013.

view) qui viendraient (forcément) de l'extérieur, c'est-à-dire des cités de Nanterre (i.e. les noirs et les arabes non diplômés d'en face).

À un moment où la volonté d'en finir avec ces incursions et la politique sur la fac prend de l'ampleur, histoire d'inverser un peu la réputation de la fac de gauche et de banlieue, l'homme devient incontournable. D'abord, parce qu'il use très tôt de la rhétorique sur la délinquance à la cité U pour mettre en place des cours d'autodéfense. Un rôle de petit sauveur des peuples qui légitime en retour le tout sécuritaire et la mise au recard des éternels opposants à la néolibéralisation. Pour ce faire, celui qui devient vite responsable du service hygiène et sécurité joue au départ régulièrement du coup de poing contre les étudiants gauchistes, en entonnant en parallèle un autre registre : sauver la veuve et l'orphelin.

La veuve d'abord. Les viols se multiplieraient à la cité U. Celui qui se présente faussement comme anthropologue du combat et même comme « ingénieur en sciences du danger » (késako ?) l'affirme haut et fort. Tout le monde semble le croire, sans preuve à l'appui, mais il faut dire que le gars a pour lui un superbe ouvrage d'anthropologie du combat qui a autant à voir avec la discipline anthropologique que Michel Leb avec l'antiracisme. Et il peut se targuer en vrai de six années passées en régiment d'élites à l'armée et de plusieurs autres comme contrôleur des risques dans des compagnies d'assurance. On comprend mieux le mixage : ingénieur en sciences du danger...

Sauf qu'avec ses cours d'autodéfense pour résidentes parfois justement apeurées dans une cité U alors un peu craignos la nuit tombée, une participation insidieuse au contrôle se met en place. Au point que certains maos, oubliant leur péroraison, se rendent peu à peu à ces cours, quand ils pourraient faire cent mètres et aller dans les salles des quartiers de Nanterre, histoire de frayer avec les « masses » dont ils rabattent les oreilles de tout le monde toute la journée.

L'orphelin, ensuite. Deuxième facette philanthropique de l'œuvre du petit Alain Bauer de Nanterre, aider (sauver même) les jeunes des quartiers, réinsérer les jeunes en difficulté et violents, en leur trouvant boulots et stages en sécurité à la fac. Ouais, mais derrière le vernis culturel et éducatif dont il est question, il ne faut pas chercher très loin : il s'agit de recruter les lascars du tiéquar pour venir taper les jeunes gauchistes à l'occam' et empêcher ceux des cités de venir sur le campus, on l'a dit. Et ça marche mieux que le coup de bambou des crânes rasés des premières années. Les cités d'à-côté regorgent de salles, tant mieux, elles vont créer des filières de recrutement,

portes d'entrée et de sortie
✎ le démantèlement du système de vidéo-surveillance
✎ la dissolution des groupes de vigiles
✎ la suppression des postes de contrôle à l'entrée des bâtiments
✎ le rétablissement de la franchise universitaire qui interdisait à la police de pénétrer sur le campus

✎ la réouverture des locaux étudiants
✎ l'arrêt des poursuites disciplinaires
✎ l'arrêt du processus de marchandisation

Ce n'est qu'un début.

Nanterre se réveille...

PHOTOS DU TROU DANS LE MUR !

👤 le 19 mars 2004

QUELQUES INFOS :

✎ applaudissement lors de l'action par de nombreux/ses étudiantEs
✎ aucune interpellation
✎ les vigiles, complètement dépassés, ont menacé et insulté un certain nombre d'étudiantEs présentEs lors de la fête
✎ un membre du personnel s'est vu menacé par un vigile alors qu'il prenait des photos du trou plusieurs heures après l'action. Il a été emmené au local des vigiles, puis interrogé longuement par la BAC (arme au poing) : il a du détruire sa pellicule photo...
✎ une pétition circule "contre la reconstruction du mur et pour le démantèlement du système de vidéo-surveillance". Déjà plus de 600 signatures... Des profs font



circuler eux aussi une pétition sur une base identique
✎ un groupe de TD et leur prof se sont pris, victorieusement, en photo dans le trou du mur !!!
✎ jeudi, un grand nombre de personne empruntait le passage, dégagé par les étudiantEs
✎ vendredi, des grilles cadenassées bloquaient tout passage

Communiqué de presse :

Hier, mardi 16 mars, une centaine d'étudiants venus de plusieurs universités parisiennes se sont rassemblés peu après midi à la faculté de Nanterre pour détruire le mur de cloisonnement que le président, Olivier Audéoud, avait fait construire durant les vacances de Noël entre les bâtiments E et D. Derrière des banderoles « Sécuritaire hors de nos vies » et « C'est la liberté qui murmure », les étudiants, masqués et armés de masses et d'un bélier, n'ont eu besoin que de quelques minutes pour abattre ce mur de cinq mètres de longueur. Olivier Audéoud n'a bien sûr pas hésité une fois de plus à faire appel à la police, contraignant ainsi les manifestants à quitter rapidement les lieux avant l'arrivée de plusieurs dizaines de policiers qui ont occupé le campus durant plusieurs heures et procédé à de multiples contrôles d'identité. Cette présence policière sur l'université n'est pas tolérable.

Le cloisonnement des bâtiments de l'université s'intègre dans un vaste plan sécuritaire entamé il y a trois ans dans le cadre du Contrat Local de Sécurité (CLS) : suppression de la franchise universitaire qui interdisait à la police de pénétrer sur le campus, création d'une milice de vigiles, destruction de la cafétéria du bâtiment B, installation d'un système de vidéosurveillance, mise en place de postes de contrôle à l'entrée de chaque bâtiment, et, plus récemment, fermeture des locaux syndicaux et poursuites disciplinaires contre les étudiants tentants d'occuper la fac. Le mur séparant les bâtiments E et D a été construit pour les mêmes raisons que ceux séparant la tour administrative des bâtiments A et C : pour contrôler les allers et venues et empêcher les rassemblements. Il s'intègre aussi dans la logique de privatisation de l'université, chaque UFR (et donc chaque bâtiment) étant appelé à assurer sa propre autonomie commerciale.

Hier, la mobilisation des étudiants a démontré qu'il était possible d'inverser le cours des choses. La lutte antisécuritaire ne fait que commencer, aujourd'hui les étudiants de Nanterre luttent pour :

- ✎ la suppression définitive des murs de cloisonnement
- ✎ la réouverture de toutes les

potentiels indics en tous genres et jeunes gros bras pas vraiment intéressés mais sans boulot ou faute de mieux. Un filon qui se met assez vite en place. En parallèle, le pseudo projet de réinsertion de jeunes déscolarisés et passés par la case prison ou la PJJ (protection judiciaire de la jeunesse) offre sa pierre sociale à l'évident misérabilisme et au racisme de classe qui affirme sans cligner que chaque jeune de cité est un futur dealer ou un corps violent en puissance⁷. Qui ne peut évidemment s'épanouir qu'en le mettant à l'ouvrage, dans la sécu. Le projet ne s'intitule pas Kairos (la « caillera » n'est pas loin) pour rien. L'étymologie grecque n'y change rien. Et, peu à peu, l'image écornée du service qui matraque, gaze, défonce des étudiants voire des professeurs à chaque mouvement social, reprend des couleurs. D'abord, parce qu'il s'attache des fidélités, sur le campus et dans les quartiers. Et, dans un campus de moins en moins ouvert, bourré de caméras, c'est vrai que la normalisation s'accélère. Plus facile ensuite de revendiquer haut et fort la victoire sur l'ancien temps. En somme, moins de gauchistes, moins de jeunes de cités, moins de politique, moins de friction, moins de vie. Et, en monopolisant peu à peu cette idée de tranquillité, ou de protection en cas de coup dur pour l'administration, l'ancien militaire des forces d'élite se rend effectivement indispensable à tous ceux qui, dans la fameuse tour du bâtiment B ou dans leurs cours, voudraient bien avancer sans plus se soucier des infatigables relouxs qui les perturbent à chaque problème, chaque contre-réforme, chaque inscription de sans-papier.

Le secours de journalistes zélés ne font que finaliser cette imagerie pseudo sociale et ouverte sur les quartiers. Au point d'affirmer, dans *Le Nouvel Obs*, en février 2013, que Nanterre est devenue une « fac qui bichonne ses délinquants »⁸. Il faut dire que les connivences journalistiques sont telles qu'elles consistent à fouiller l'histoire de la fac ou la biographie du bonhomme en se basant uniquement sur un simple entretien avec ce dernier. Pas grande chance de trouver un couac vue la capacité du garçon à s'autokiffer. Ni même un simple questionnement sur le nouveau pays des merveilles nanterrien :

« Il ne faut pas espérer le voir avant, tant il est pris. Et pourtant personne n'est plus accessible. Il m'accueille avec son habituel et sincère sourire, dans un bureau bien rangé. [...] Son bureau est à son image, multifonctionnel, dans l'action et la réflexion. [...] Il devient en quelques années chef de la sécurité. Il découvre une université ou l'Etat s'est complètement désengagé. Au début des années 2000, le campus est le théâtre de quelques 200 agressions par an. En premier lieu, il s'agit

⁷ Voir l'inraisemblable somme de clichés sur les classes populaires et jeunes de cité que contiennent les articles rapportant l'histoire du projet Kairos dans les torchons du *Bondy Blog* (2 février 2015) et du *Nouvel Obs* (22 février 2013) tout de même intitulé « fac de Nanterre : bienvenue aux cailleras ! ».

⁸ « Nanterre, une fac qui bichonne ses délinquants », *Le Nouvel Observateur*, 22 février 2013.



d'identifier les problèmes. Il y a les groupes politiques. « Ces groupes on va tout simplement les laisser s'exprimer », déclare-t-il. D'autre part il y a la délinquance locale. « Là effectivement, on l'a fait avec la police, on a interpellé quelques dealers qui avaient installé un marché » [...] A l'heure de conclure, ce philanthrope rappelle l'importance des mots. « On emploie pas à bon escient le terme de cité sensible. En réalité ce sont des cités sensibles parce que les gens y souffrent »⁹.

Merci docteur. Miracle, à la fin, plus d'agressions. Ni de politique sur le campus. Peu importe que le total des plaintes et agressions, balancées par ledit philanthrope, passe de 37 à 200 selon les articles, ou que ces derniers balancent des clichés en forme d'insultes à l'histoire de la ville populaire comme de la fac de Nanterre. L'essentiel est ailleurs : comment se conquiert un monopole sur ce qui se dit et se fait par la sécurité, et va déterminer peu à peu comment la politique doit se faire, dans la sécurité, voir s'effacer à son profit.

De plus remuants auteurs et meilleurs enquêteurs ont déjà soulevé l'imbécilité du propos, reprenant un thème un peu plus sérieux : la question des preuves.

« Dans le papier du *Nouvel Obs*, aucune circonstance, aucun degré de gravité, enfin aucune provenance des cités environnantes et de cette « délinquance bichonnée » pour les personnes mises en cause dans les plaintes citées. Bref, un travail d'artiste. Des 7 plaintes répertoriées, le lecteur se contentera d'en déduire le piètre argumentaire qui les attribue implicitement à 7 jeunes « délinquants », issus des mêmes lieux, les cités Anatole France et Provinces françaises précitées, et implicitement encore, en lien avec les anciennes agressions, viols... »*

Qui ont justifié entre temps la croissance exponentielle du service. Et ajoutaient les enquêteurs du jour, bizarrement, sur les sept de l'après 2007, personne ne parle de celle, « pour "faux et usage de faux" auprès du CROUS de Versailles » à l'encontre d'une militante bien connue de la fac... ni celle, en souvenir de la lutte autour du Mur justement, de quatre étudiants eux encore bien connus pour leur engagement durant la lutte contre le Contrat première embauche en 2006 et anti-LRU en 2007. Supposés avoir participé à une occupation concluant une semaine anti sécuritaire, ils seront placés en garde à vue puis relaxés après une longue procédure pour dégradations se terminant piteusement devant le tribunal de grande instance de Nanterre. Les auteurs, d'en conclure, justement que :

« Ces poursuites seraient anecdotiques si elles n'accompagnaient pas un plan général, de longue durée, de renforcement sans précédent des services et outils de sécurité sur le campus. Or, c'est précisément cette lutte contre « l'extérieur » - la délinquance des jeunes des cités, les viols à la Cité-U — qui en fournit la princi-

nistration prônant l'ordre général ? Devrions nous jurer nos proches, nos amis, ceux qui se battent, ceux qui souffrent ? Nous prenons le choix de ne pas juger mais de les défendre, de les comprendre même si nous pensons qu'ils ont tort parfois. Nous préférons être les proches, les amis des déçus, de ceux qui attendent et désirent des jours meilleurs.

L'ambiance politique réformatrice sur fond de libéralisme européen nous promet-il cet avenir meilleur qu'ils nous vantent. Pensez vous qu'ils veulent et peuvent nous entendre, nous étudiants de sociologie, de psychologie, d'histoire et d'ethnologie... Qu'attendons nous de nos disciplines non marchandes et peu rentables ?

Bref, nous tenons juste à vous dire que nous aimons l'amour et ses rapports, que nous ne nierons jamais ceux qui pensent, ceux qui crient, ceux qui pleurent et qui jouissent...

Nous désirons être libres de penser par nous-mêmes. Nous voulons étudier dans notre fac, créer notre environnement, pouvoir établir des fresques, des textes, des poèmes, des débats, des clubs, des associations... Nous voulons jouir de nos corps, pouvoir les rassembler, les caresser et les provoquer... Mais certains en ont décidé autrement. Nous devons êtres séparées, êtres cloisonnées, êtres méfiantes les uns des autres, nous ne pouvons nous exprimer et nous émouvoir... Non, il faut comme le prétendent les théories sécuritaires dominantes, nous castrer, nous diviser afin de nous monter les uns contre les autres pour que puisse se construire dans leurs intérêt leur vision du monde, leur MONDE.

...Solidarité avec l'ensemble des saboteurs de murs,... Nous voulons vivre...



⁹ <http://www.bondyblog.fr/201502020001/le-projet-kairos-a-nanterre-une-alternative-aux-cameras-de-surveillance/#.WreA1r7jLRQE>
¹⁰ CNT-Fau, « Nanterre n'est pas le Far West », *Le Désautorisant*, n°0, novembre 2013.

APPEL SUITE À LA DESTRUCTION D'UN MUR

👤 17 mars 2004

Enfin nos corps respirent... Comment déterminer cet accomplissement ; sabotage ou création du vivant, les jugements seront nombreux et hétéroclites. Cependant nous tenons à démontrer le caractère fondateur et libérateur de cet agissement. Comment aurions nous pu accepter cette construction méprisant l'ensemble de la communauté universitaire. Par delà du symbole, ce mur est l'expression matérielle d'une censure en milieu universitaire. Lieu se transformant chaque année un peu plus vers un urbanisme carcéral ; caméras fleurissant de toute part, vigiles se multipliant avec accoutrements impressionnants, de simples vestons, ils se présentent dès lors en rangs et en treillis. Et ils osent arborer l'insigne "éducation nationale".

Comment définir cette urbanité aux lignes droites, aux haies à hauteur de taille et aux murs de plus en plus diffus. Pourquoi toutes ces cloisons entre nos bâtiments, pourquoi ce hall de prestige pour l'administration, à quoi bon ce "marbre" sur le sol ? Quel est l'intérêt des barrières aux entrées du campus, et ces "stands" de vigiles devant les nouvelles entrées des bâtiments E et D. Avez-vous l'audace de vous lever de vos chaises, d'arrêter vos cours, de vous regrouper pour en discuter et de débattre ? Seriez vous prêts à porter vos demandes au président de l'université ?

Peut-on laisser seuls, ceux qui passeront en conseil de discipline face à une admi

pale légitimité mais s'applique en réalité, le plus souvent, aux étudiants et à toute liberté d'expression sur l'université »*

Au point que le conseil d'administration semble avoir, avec les années, abandonné toute idée de regarder ne serait-ce que l'ombre des activités du nouveau chef de la sécu, autorisé à tenir des colloques privés en compagnie de professionnels de l'armée et consorts les samedis matin, usant gratuitement des locaux universitaires. Certainement pour raison sociale encore une fois.

Bref, le lascar sait jouer de sa pseudo présentation de gars ouvert, limite de gauche, quand il s'agit d'endormir les universitaires, les assurer de leur tranquillité, ou recevoir dans son bureau de jeunes étudiants qui demandent gentiment de pouvoir faire ce qu'ils faisaient quelques années plus tôt sans autorisation. Mais aussi du gros bras vénère quand le tout ne fonctionne pas : au départ lui-même (pendant le MUR, le CPE jusqu'au début des mouvements anti-LRU) puis, prenant du galon, en envoyant uniquement ses sbires faire le taff. Il peut désormais récolter les fruits de sa figure d'homme intègre plutôt généreux et même un peu social dans les quartiers. Pendant que, régulièrement, le commissariat le voit débouler pour donner les noms de jeunes d'à-côté ou les photos et fichiers d'étudiants et d'agents du personnel après une protestation et déjà « bien connus des services de la fac ».

Comme dans toute organisation, l'innamovible bureaucrate compte plus que le président de fac élu tous les cinq ans et en panne de légitimité. Le service hygiène et sécurité, bien ancré, il faut avouer, sert bien les présidents successifs autant qu'il se sert lui-même. Pourquoi toucher aux prérogatives pourtant si politiques d'un service et d'agents non élus quand celui-ci permet aux conseils d'administration jadis sans cesse perturbés de se tenir avec une rangée de vigiles à l'entrée ? De fait, la hausse des effectifs et des budgets atteint un niveau délirant, l'armement se perfectionne, l'accaparement des ressources aussi, alors même que la fac vit, d'après ses président.e.s, sa plus grave crise budgétaire depuis l'autonomie adoptée en 2007.

En fin de course, des bâtiments entiers, dédiés à l'informatique, aux reprographies et à tout plein de choses, se retrouvent squattés et transformés par les services de sécurité qui n'en finissent plus de créer et élargir leur structure parallèle. Au point de s'aménager une voie entière pour leurs fourgonnettes à l'entrée de la fac. Trop classe.

Dans ce processus sécuritaire, tout est question d'effet-cliquet : une étape en entraîne une autre et tout retour en arrière devient impossible. Voire impensable. Il n'est plus visible, il est oublié : le possible s'éteint. Une

* Ibid.



mort aux vigiles !



et une caméra, une... parmi tant d'autres !



le mur avant sa destruction...



l'infâme François Rat.

porte fermée est fermée. On ne pense plus forcément à la défoncer pour lui rendre sa liberté, ne sachant pas que, quelques minutes plus tôt, elle était ouverte, que les gens allaient et venaient de cours en cours, se posaient une fois ceux-ci finis, qu'ils n'étaient pas forcément étudiants... Bref, il n'y a plus d'avant, il n'y a qu'un présent, amoindri de son passé. Si on ne le voit pas, on ne le pense pas. Orwellienne disparition du souvenir, des luttes et des possibles. Un mur repeint en permanence, c'est une histoire, un savoir-être au monde et un savoir-faire qui s'éteint.

LES DAMNÉS DE NANTERRE NE MEURENT JAMAIS

Parfois, seulement. Car, chaque période, aussi étrange soit le constat, reproduit sans le vouloir et même souvent sans le savoir, les oppositions, protestations, un lot de groupes aux revendications diverses mais si semblables à celles de leurs prédécesseurs. C'est le côté rassurant. Sauf que la conjoncture et le processus a marché : il a réussi à radicalement les couper d'une bonne partie des étudiants et des jeunes des alentours. Au point, en 2016, de voir le premier mouvement recrutant ouvertement dans les facs mais qui n'y joue plus ni n'y tient aucun rôle : contre la loi El Khomri dite Loi travail (le). Bonne ou mauvaise évolution, dure à dire pour l'heure. Ceux qui prenaient quelques mois fermes pendant la lutte contre le MUR prennent désormais cinq ans de prison ferme pour d'hypothétiques participations à une voiture de police brûlée^a.

C'est en tout cas ce long et profond processus sécuritaire que les dissidents du MUR attaquent d'emblée sans forcément le lier à tout ce passé. Ça bouillonne face à un si visible, un trop évident coup contre leur liberté de passage, de circulation, d'échange, sous leurs yeux au quotidien. C'est aussi cette volonté d'en découdre, sans attendre ou se perdre dans de sempiternelles branlettes sur la priorité à donner à la lutte de classe ou à voir dans l'action sur les choses une lutte secondaire dans celle, socio-économique, prioritaire. L'échec est patent : dans une faculté où le passé s'efface à la vitesse où les agents de nettoyage, secondés par des vigiles armés, repeignent les murs sous les yeux des caméras, les futurs staliniens de la pensée politique auront beau jeu d'essayer de révolutionner le monde et les rapports

¹² À côté d'Antonin Bernanos, un certain nombre d'autres poursuites témoignent de la radicale montée en puissance de la criminalisation des contestations (sous l'état d'urgence qui plus est) : quatre autres procédures sérieuses conduisent un ancien docteurant et trois jeunes étudiants de Nanterre devant les tribunaux, tous relaxés en appel. Un docteur de la fac, toujours en attente de procès, est alors interdit de territoire pendant un an en échange de sa libération sous contrôle judiciaire.

VOUS POUVEZ descendre dans les halls chaises et tables pour créer des zones de vies, des lieux de débats, pour rompre la monotonie de ces lieux de passage...

VOUS POUVEZ vous informez par vous même sur la démocratie (?) dans la fac, sur les exactions de la présidence, sur le Contrat Local de Sécurité, sur le plan de réaménagement urbain, sur l'illégalité des caméras, sur l'illégalité du fichage des étudiantEs...

VOUS POUVEZ vous rassemblez avec quelques amiEs, et découvrez que vous avez le pouvoir de créer l'histoire. Tout dépend de ça.

Pour éviter que des personnes sérieuses ne l'oublient, ces suggestions sont fournies "dans un cadre ludique uniquement" !

*** anti-copyright 2004 ***

NANTERRE : UN TROU DANS LE MUR

👤 16 mars 2004

Depuis quelques temps la faculté de Nanterre est le terrain d'essai des pratiques sécuritaires.

Des murs ont été construit, qui sépare le hall principal en petites sections vidéosurveillées. Ce mur, c'est le prototype du réaménagement de l'espace à des fins policières, C'est un moyen d'éviter les rassemblements, de restreindre les échanges, c'est une pièce importante dans la volonté de mettre au pas la vie estudiantine.

Bref.

Aujourd'hui, vers 13h, des individuEs se sont introduit dans le hall de l'amphi C, muniEs d'un BÉLIER et de deux masses. SoutenuEs par les étudiants présents, ils ont entrepris de percer le mur de parpaing.

Quand ils quittaient les lieux, dix minutes plus tard, il laissent un trou de 5 metre de large (environ), un petit tas de gravas et des vigiles dépités. Il semblerait que la police ne soit arrivée que quelques temps plus tard.

Ils ne nous parquerons pas. Partout où ils se croient chez eux, les flics vont devoir comprendre que ce n'est pas le cas.

Les organisations étudiantes, quant à elles, ont en l'affaire fait preuve d'une prudence et d'une patience qui confine à l'immobilisme

l'encontre des détenteurs du pouvoir (politique, administratif, scientifique ou culturel). Vous pouvez coller des affiches et des autocollants. Vous pouvez afficher vos multiples créations.

VOUS POUVEZ jouer au football, ou à quelconque autre jeu, dans les couloirs. Vous pouvez jouer.

VOUS POUVEZ passer ou faire de la musique. Déclamer des poésies...

VOUS POUVEZ organiser des pique-niques, des barbecues, des fêtes, des "free party" sur le campus...

VOUS POUVEZ détruire/détourner les pubs qui fleurissent ça et là (notamment à la BU).

VOUS POUVEZ utiliser de manière gratuite le matériel : photocopieuses, ordinateurs, téléphones... ou encore récupérer des chaises, du PQ, des assiettes du resto-U, des feuilles, des craies...

VOUS POUVEZ introduire des lectures subversives dans les rayons de

la BU, glisser des messages d'amour ou des cartes au trésor dans les livres, ou encore faire un complément d'information en insérant dans les ouvrages d'auteurs fâcheux leurs biographies détaillées.

VOUS POUVEZ planter des graines dans les espaces verts et y mettre un peu de couleur et d'odeur.

VOUS POUVEZ monter une cafétéria autogérée. Vous pouvez éditer vos propres tracts et les diffuser.

VOUS POUVEZ dormir tranquillement dans l'herbe. Faire l'amour dans des endroits secrets.

VOUS POUVEZ virer les caméras qui vous surveillent.

VOUS POUVEZ appuyer sur l'alarme incendie pour créer un joyeux mouvement.

VOUS POUVEZ vous amuser à tenter de hacker le réseau informatique de la fac, et mettre des bonnes notes à tout le monde...

VOUS POUVEZ récupérer des infos sur les vigiles, les administratifs, les profs. Noter les mots de passe et autres codes...

VOUS POUVEZ lancer (pour l'être aimé) des feux d'artifices sur le campus !!

VOUS POUVEZ faire tomber les murs qui cloisonnent corps et esprits. Faire tomber les murs...

VOUS POUVEZ gonfler des ballons d'hélium et les laisser aller mettre de la couleur aux plafonds.

économiques sans pouvoir même se poser sur une chaise ou déplacer une table. Alors renverser l'apathie politique généralisée des usagers sans jamais pouvoir faire la preuve des théories et slogans qu'ils avancent, n'en parlons pas. La production d'œuvres gavées, consommatrices de diplômés plus que de savoir, dociles et craintives, prévenaient les enragés dès 1967. Difficile de leur donner tort aujourd'hui.

Flippant donc. Le cauchemar militant a laissé place au ghetto sécuritaire. Interdiction d'affichage (devenu sauvage), de s'asseoir, d'entrer avec un sac, sans carte, d'avoir un balai dans un local syndical, d'entrer pour réviser dans une salle de cours vide... jusqu'aux horreurs de l'état d'urgence et aux contrôles désormais permanents et légitimes de tout un chacun à chaque entrée.

Mais le flippant, on l'a dit, a son rassurant. Toujours. Bon, l'après, en matière sécuritaire, est malheureusement depuis quarante ans, toujours pire qu'avant. On régresse, ça n'est pas nouveau. Mais les folles analogies dans la lutte rassurent un peu : de 1970 à 2004 et jusqu'à aujourd'hui, les points de friction se ressemblent, posent les mêmes questions de liberté, de contrôle de carte au resto-u, entraînent les mêmes mesures disciplinaires, parfois pénales, pour en finir avec des mouvements qui, finalement, renaissent sans cesse. Leur base s'est érodée. Mais la verve antiautoritaire, la volonté d'attaquer, des enragés aux anti-Mur, elle, semble intact. Le grand Souk de la barre des sciences sociales avec son cortège de petits commerçants hippie a pris une ride avec le petit *free-shop* et la librairie autogérée et itinérante de l'après 2010 mais la contestation demeure. On la voit moins, on en parle moins, on la traque, ses forces sont plus réduites, certes. Mais de la collaboration face aux descentes de fachos lors des premières années du campus aux énormes bagarres de novembre 2013 ralliant antifascistes et anarchistes contre le tout carcéral et la venue des fachos de la Manif pour tous, il reste de belles similitudes.

Il faut, pourtant, se rappeler à l'évidence : après le MUR, de grands mouvements sociaux vont donner un temps l'espoir d'une renaissance du campus à l'ancienne. En 2006 avec le CPE, en 2007 avec la LRU jusqu'en 2009 et 2010 avec les retraites. Des amphispheques à craquer, des étudiants qui se politisent et se radicalisent en quelques mois, des pratiques d'opposition plus dure, de blocage, de grève, des manifs à n'en plus finir, des actions à côté de la fac, des départs et des arrêts d'étude pour vivre une vie politique plus concrète, au quotidien.



Mais le constat est sans appel. Après 2004 et la lutte contre le MUR, c'est la vie du campus lui-même qui fait défaut. Les grands mouvements passent, la sécurisation, elle, demeure. Elle contraint les esprits et les corps au quotidien. Sans cette libération, le passé militant s'efface en quelques semaines, même après le plus grand mouvement depuis vingt ans, en 2006. Et, même le temps du mouvement, on ne récupère plus vraiment les lieux, comme hier l'usine. On ne se les réapproprie qu'un peu, à moitié, presque entièrement mais jamais totalement. Il reste aux mains des flics, des détecteurs de mouvement qui le ferment chaque soir à toutes et à tous. Et quand le gros des oppositions s'estompe, on rétablit même jusqu'aux privilèges de l'ancien temps : on sépare les voies, les salles de restaurant, les ascenseurs entre profs et étudiants, entre anonymes sur-occupés et entre chevronnés à l'aise. L'université de classe, bourgeoise et conservatrice renaît tout en étant parée de ses oripeaux symboliques de gauche. Comble de l'histoire, elle va jusqu'à revendiquer désormais l'héritage de 68 en nommant le renégat Cohn-Bendit sur les bancs d'un conseil d'administration où il ne viendra jamais siéger, cela va de soi, et en invitant les CRS à taper les étudiants à terre en plein amphî, il y a encore quelques jours.

C'est dire si, après cette lutte contre le MUR, les choses bougent encore. D'ailleurs, c'est peut-être l'université elle-même qui ne constitue tout simplement plus l'horizon indépassable des politisations nées dans les années 1960. Et ce n'est pas un hasard si, depuis, beaucoup ont pris la clé des champs pour d'autres univers de lutte. Là, où, radicale, tenace et tenant en même temps horizon, objectifs et action, la guerre en cours peut encore être menée, dans les campagnes et ailleurs. Et c'est certainement encore moins un hasard si, dans ces groupes, on retrouve, à n'en pas douter, une partie de ceux qui tentent en 2003 d'en finir avec le MUR, en menant une lutte tous azimuts contre les différents symboles de cet ordre capitaliste, bourgeois et intellectuel de l'université de Nanterre.

Parole à eux.

QUELQUES INFOS DE DERNIÈRE MINUTE...

Quelques infos récoltées auprès d'un membre du personnel :
✎ L'administration pense vider les bâtiments A-B et G-H de la cité-U au mois de juin, pour faire des travaux (toujours selon la même personne, des petits studios, plus chers et moins de logements. Des cités-U à Rennes ont été rénovées sans que change la taille ou le nombre de piaules, et c plus que vivable, j y suis allée). Bref, l'administration est très embêtée pour les bâtiments A-B car au rdc du B se trouve ses bureaux, mais la structure ne supporte pas les balcons en béton qui ont été rajouté il y a une dizaine d'années, les murs

se fissurent, les bâtiments s'ouvrent comme des fleurs...

✎ L'administration risque d'utiliser les mêmes méthodes que l'année passée quand ils ont vidé le bat H : prévenir les gens au dernier moment et en virer le plus possible. Pour se faire, tous les motifs sont bons, notamment les arriérés de loyers : tout le monde doit impérativement être à jour de ses loyers en juin (surtout ceux qui logent aux A-B et G-H), au risque d'être viré (c se qu'ils ont fait l'année dernière pour les habitants du H).

La personne qui m'a donné ces infos, m'a demandé de ne rien dire à personne, et m'a conseillé de changer de bâtiment.

unE ancienNE résidentE

Tract distribué à la fac de Nanterre.

Inspiré d'une brochure américaine (crimethink, je crois...). Subversion et piratage !!

FAITES-LE VOUS MÊME ! (À LA FAC!)

👤 5 mars 2004

PRENDRE CONSCIENCE que vous pouvez changer le monde est la plus importante des ressources — c'est la plus difficile à développer et à partager, et c'est aussi la plus essentielle.

L'autodétermination commence et s'achève avec vos initiatives et vos actions, que vous viviez dans un régime totalitaire ou bien sous la canopée de la forêt tropicale. Et elle doit être établie sur une base quotidienne, en agissant sur le monde qui agit sur vous — qu'il s'agisse de

se faire porter malade au boulot par une journée ensoleillée, de démarquer un jardin communautaire avec des amiEs, ou bien de renverser le gouvernement...

VOUS POUVEZ interrompre votre professeur pour discuter ce qu'il vous enseigne, pour débattre, pour critiquer. Vous pouvez aussi le/la tutoyer.

VOUS POUVEZ écrire, dessiner et tagguer sur les murs suivant vos envies. Écrire des slogans rageurs à

ne supportent déjà plus l'utilisation massive qui en sont faite. Pleines de recoins, elles ne facilitent pas non plus le travail des femmes de ménage, qui s'y cassent un peu plus le dos.

Le Crous semble ainsi se faire un devoir de prendre au pied de la lettre l'expression « mener une politique de façade », en se contentant de retaper les façades. Mais sur ce point, l'administration de la fac lui fait une sérieuse concurrence, à grands renforts de jardins, passerelles...

QUAND LES ERASMUS SE RETROUVENT PARQUÉS

Encore l'année dernière la cité universitaire était un lieu où les étudiants étrangers et français se mélangeaient dans tous les bâtiments. Entre juin et juillet 2003, tous les résidents du bâtiment H ont été invités à évacuer le bâtiment sous prétexte de travaux de rénovation.

La réalité est différente puisque ce bâtiment a été rempli d'erasmus et seulement d'erasmus.

S'installe alors la ghettoïsation au sein de la cité-u, auparavant les erasmus rencontraient des difficultés à communiquer avec les français, aujourd'hui le problème ne se pose plus, puisqu'ils n'en rencontrent plus. Alors que le soucis des gestionnaires et des autorisés devrait être d'aider à l'échange, de permettre aux uns et aux autres de vivre ensemble,

de partager un espace commun où chacun a sa place, ceux-ci considèrent le cloisonnement des corps dans des zones spécifiques comme l'acte ultime de l'intégration.

Parmi les étudiants, qu'ils soient erasmus ou non, résidents ou non, l'ambiance est au dégoût. Cette politique d'anti-mixité doit être le plus vite possible refusée (protestations, grèves des loyers, informer le milieu universitaire, auto-organisation des résidents...)

La décision de séparer ainsi les étudiants les uns des autres a été prise par l'administration du Crous sans dialoguer avec les véritables concernés : les résidents. Alors que partout on emploie le mot démocratie, on voit ici comment se conçoivent arbitrairement les prochaines relations sociales : l'étudiant est perçu abstraitement, c'est un chiffre, un numéro de chambre, une redevance, une somme d'argent.

L'Europe se défend de faire une éducation de qualité avec une parfaite mobilité, il semble pourtant qu'elle se moque des notions telles que le partage ou l'échange et préfère à cela le regroupement par nationalité, niant par là l'individu.

L'Europe qui se construit est une Europe du Capital, l'intérêt va pour l'argent, le bien-être et le plaisir de connaître ce qui est autre n'a pas sa place.

PETITE CHRONOLOGIE DE LA PACIFICATION DE NANTERRE AU DÉBUT DES ANNÉES 2000...

2000

27 septembre : CLS (Contrat Local de Sécurité) signé conjointement par la mairie (PCF) de Nanterre, la préfecture, et le président de l'Université de Nanterre, Monsieur Legendre. Désormais, la police peut intervenir et patrouiller sur le campus. La franchise universitaire, datant du XIX^e siècle, empêchait jusqu'à présent ces agissements.

2001

février-mars : Murs de cloisonnement entre les bâtiments C et B, et B et A. Grande cafétéria du bâtiment B détruite et remplacée par le QG des

vigiles et un prestigieux Hall d'honneur. La cafétéria conviviale n'étant plus, des distributeurs de nourriture sous plastique et de cafés lyophilisés envahissent alors peu à peu tout les halls des bâtiments.

2002

- Fermeture de la librairie-papeterie interne du bâtiment D.
- Implantation progressive de huit caméras intérieures, de quatre caméras extérieures qui balaient le campus et d'un centre de contrôle du bâtiment B.
- Accélération des travaux de réaménagement architectural des bâti-

ments et du campus. Construction d'une coursive extérieure et attenante aux bâtiments E à A justifiant le cloisonnement des halls de ces mêmes bâtiments.

27 novembre : Occupation d'une salle (E.103) du bâtiment E par des étudiants appelant à la grève contre les réformes LMD (Licence, Master, Doctorat). Cette action a provoqué l'intervention immédiate des vigiles de l'Université puis d'une cinquantaine de policiers qui ont évacués les occupants pour les emmener au commissariat pour une durée de quarante huit heures. Un étudiant sera poursuivi devant le conseil de discipline de l'Université.

2003

Augmentation incessante des effectifs de vigiles armés (matraque, gazeuse...) et vêtus de manière ostensiblement similaire à la Police Nationale.

6 janvier : Jean Dambron en grève de la faim pour lutter contre son expulsion et pour maintenir le dernier service de proximité à la fac, à savoir le petit atelier de reprographie qu'il tient dans le bâtiment E depuis 1983. La Présidence aura raison de lui peu de temps après, et Jean sera remplacé par des dizaines de photocopieuses de la COREP (désormais en monopole !), souvent inutilisables.

20 mai : La section disciplinaire de la fac condamne, mardi 20 mai,

à une peine avec sursis de un an d'exclusion, un des étudiants de Nanterre qui avait participé le 27 novembre 2002 à l'occupation de la salle E.103.

octobre : Une équipe de peintres surveille désormais les murs des couloirs et cages d'escaliers des bâtiments D et DD : à la moindre affiche collée, ils décollent, au moindre graffiti, ils repeignent...

20 octobre : Des syndicalistes, luttant pour l'inscription des « sans-fac », investissent dans la nuit un toit de l'Université pour faire pression sur la Présidence. La police intervient immédiatement, et la BAC les menace de leurs flash-balls, matraques et chiens. L'un d'entre eux est arrêté.

21 octobre : Le président de l'Université, M. Audéoud déclare au journal *Première Heure* vouloir « réaménager l'Université de Nanterre pour en faire un campus à l'Américaine ».

21 octobre : Des syndicalistes et des étudiants manifestent leur soutien aux syndicalistes arrêtés dans la nuit et leur incompréhension à l'intervention musclée de la Police. À cela, les vigiles répondent en cognant sur des étudiants. C'est ainsi que deux ont vu leurs lunettes défoncées, quatre ont eu des coquards, deux ont saigné du nez, le reste a été touché par du gaz lacrymogène. Des étudiants qui ne résistaient pas ont reçu des coups. L'un d'eux a été

qué à leur arrivée, séparés du reste des résidents. De même, en octobre, les concierges travaillant dans les pavillons ont été regroupées au bâtiment d'accueil. Elles n'en ont été prévenu qu'une semaine à l'avance, et avaient pour consigne de ne rien dire aux étudiants. Le Crous a ainsi superbement méprisé les relations de sympathies qui les liaient aux résidents, déshumanisant ainsi un peu plus ces locaux qui sont pourtant le lieu de vie de près de 1500 étudiants.

GRILLEZ

Le drame survenu récemment dans une résidence universitaire en Russie (un incendie causa la mort d'une trentaine de personnes), laisse songeur quant aux conséquences d'un tel événement s'il advenait à la cité-U de Nanterre. Tout porte à croire que ses concœurs russes ne doivent pas être beaucoup plus vétustes.

En effet, le respect des normes incendies (qui devient une véritable obsession sur la fac, prétexte invoqué pour expliquer le cloisonnement des bâtiments), ne semble pas réellement préoccuper les responsables du Crous. Ainsi, il n'existe aucun dispositif d'alarme comme on en trouve dans tout bon couloir de toute bonne collectivité, seuls 2 extincteurs sont placés à chaque extrémité des couloirs. Soit autonome : si ça crame, tu cours jusqu'à

l'extincteur, et t'éteins le feu toi-même, c'est tout. Si tu as besoin d'aide, tu n'as qu'à espérer que le feu se voit d'assez loin pour que l'alarme soit donnée. Mais si le feu se voit de loin, c'est que toi et tes voisins, vous êtes sacrement emmerdés : si tu ouvres la porte pour sortir et fuir par les escaliers, tu risques de créer un appel d'air. Mais là encore tu as le choix, tu peux toujours sauter de ton neuvième étage, tu ne mourras pas carbonisé. Étant donné l'état obsolète du système électrique (une prise par chambre, certaines n'ont pas de prise terre), on peut craindre le pire. Pendant ce temps, l'administration se cache derrière un règlement intérieur également obsolète, qui nie la réalité et les besoins des résidents. Ainsi, l'usage de tout appareil électrique est interdit, donc si il y a surchauffe parce que tu as branché un frigo, c'est de ta faute. On nous demande à tous une radio de poumons sains avant de pouvoir intégrer la cité-U, mais les préoccupations hygiénistes du Crous s'arrêtent là. Pendant trois ans, 2 des 4 toilettes d'un couloir où logent 36 personnes étaient condamnés, l'année dernière, l'un des deux a été réparé, le second attend toujours, les résidents aussi. Devant l'état lamentable des douches, le Crous décide il y a deux ans de les rénover, et, en passant, d'en réduire le nombre (de 4 à 3). Il investit alors dans des douches en plastique qui

QUE SE PASSE T-IL A LA CITÉ-U ??

👤 29 février 2004

TAIS-TOI ET PAYE TON LOYER

Le Crous n'a pas lésiné sur les moyens pour que les locataires de la cité-U aillent élire leurs représentants au conseil de résidence, le mois dernier. Ainsi, chaque résidents a pu recevoir une lettre du Crous lui rappelant l'importance de son vote. Des affiches (couleurs et papier glacés étaient alors de mise) étaient également accrochées à tous les étages, et chaque votant s'est vu remettre une canette de boisson...

Devant de tels débordements d'énergies, il convient de faire un point sur la gestion prétendument démocratique du Crous, et sur le rôle des différents conseils.

Le conseil de résidence, tout d'abord, décrit en ces termes dans une brochure du Crous : « le conseil de résidence est l'instance démocratique étudiante qui formalise les concertations entre résidents et personnels ». En fait d'instance démocratique, il s'agit d'un conseil purement consultatif, constitué de 8 représentants résidents élus et de 8 membres du personnels. Les résidents peuvent y exposer leurs griefs, leurs propositions, mais ne participent pas à la décision, l'administration prend note et reste maî-

traine des décisions. C'est au niveau supérieur, au conseil d'administration, qui se réunit à Versailles, que les représentants des résidents ont droit de vote. Mais là, plus de parité des voix, puisqu'ils se retrouvent à 8, face à 8 représentants de l'État désignés par les ministères, 3 représentants des personnels du Crous et des Crous, 3 présidents d'universités, 4 « personnes qualifiées », dont 2 choisies par les représentants d'étudiants, et enfin le président du Crous. C'est à ce niveau que se décide, par vote, la destination des budgets alloués par le ministère de tutelle au Crous, qui les redistribuent ensuite entre les Crous.

Il apparaît donc évident que la démocratie au Crous est un leurre, puisque quand les étudiants ont pouvoir de décision, ils se trouvent écrasés en nombre par les administratifs bureaucrates. Cette situation laisse le champ libre à l'administration pour mener une politique autoritaire, et elle ne s'en prive pas. En fin d'année dernière, c'est tout un bâtiment qui a été hâtivement vidé de ces habitants, sans les prévenir au préalable, sous prétexte de travaux de rénovation. On sait aujourd'hui que c'est un mensonge, puisque tous les étudiants erasmus y ont été par-

traîné par terre et tabassé par quatre vigiles.

novembre : Des étudiants sans histoire sont attendus à la sortie de leurs cours par monsieur Rat (Responsable Sécurité) et des vigiles. Ces derniers leur demandent implicitement de ne pas fréquenter de trop près les syndicalistes de la CNT. Un étudiant se verra même souhaité son anniversaire par M. Rat, qui s'inquiétera également du récent déménagement des parents de cet étudiant. Petit coup de pression...

16 décembre : Les portes du mur de cloisonnement entre les bâtiments D et E fermées depuis une semaine sont attaquées. Des étudiants mécontents font sauter les serrures à coups de pied. Des étudiants reçoivent des mails de pression et d'insulte de la part de Jean-Luc Guinot (Ingénieur hygiène et sécurité), responsable de l'Unité de Sécurité Générale (les vigiles).

17 décembre : Récupération physique du local des JCR par leurs militants. Ce local avait été fermé par la présidence sans préavis ni raison.

2004

janvier-février : Chaque bâtiment voit son accès surveillés par des appariteurs et vigiles abrités dans les guérites-aquarium fraîchement construites. Un mur de cloisonnement (sans porte) est érigé entre les

bâtiments D et E contre l'avis de la très grande majorité des étudiants, des enseignants, et des membres du personnel.

16 mars : Des étudiants détruisent à coups bélier le mur de cloisonnement séparant les bâtiments D et E, sous les applaudissements nourries des personnes présentes. Cette initiative sera largement soutenue les semaines suivantes. La Police intervient trop tardivement pour procéder à des arrestations. La Présidence porte plainte. Les vigiles insultent et menacent un certain nombre d'étudiant.

week-end du 20-21 mars : Le mur est reconstruit à la va-vite, sans autorisation, mais de manière plus solide (grillage de métal à l'intérieur).

9 avril : Action antisécuritaire menée par quelques étudiants contre les caméras de vidéosurveillance et l'idéologie sécuritaire en général. Des tags sont fait sur le mur du bâtiment E (« Pacification = Massification des peurs »). Deux étudiants assistent, sans y prendre part, à l'action. L'un deux est emmené par les vigiles qui appellent la Police. Il sera menotté et emmené par la Police pour quatre heures.

mai : Les étudiants qui désirent manger au resto-U sont maintenant dans l'obligation de montrer leur carte. Cette mesure permet d'éloigner du resto-U les non-étudiants

17 février 2004

qui s'y restauraient pour diverses raisons.

24 mai : Les deux étudiants, ayant assistés à l'action du 29 avril sont convoqués à la Commission d'Instruction de la Section Disciplinaire de l'Université de Nanterre. La Présidence les accuse, de manière totalement arbitraire de « Dégradation en réunion du domaine immobilier » (graffitis sur la façade du bâtiment E lors de l'action anti-sécuritaire du 29 avril) et « participation à la destruction en réunion de la cloison pare-feu entre les bâtiments D et E » (action contre le mur du 16 mars 2004).

14 juin : Le conseil de discipline des deux étudiants est non seulement reporté au mois d'octobre 2004, mais le dossier est annulé, et repris à zéro. La Commission Disciplinaire, par cette manœuvre, tente de trouver plus de preuves et de faire oublier tous les vices de procédures qu'elles a commis lors de la Commission d'Instruction du 24 mai.

juillet-octobre : Les frais d'inscriptions en maîtrise augmentent de 35% passant de 141 à 190 euros.

4 octobre : Le conseil de discipline rend son verdict. Des enseignants et des étudiants témoignent de la violence des vigiles et du virage sécuritaire et répressif pris par la Présidence ; pendant que les soutiens, à l'extérieur, sont allégrement filmés par les vigiles. Les deux étudiants

prennent seulement un blâme, car il n'y a aucune preuve contre eux. Bernard Laks, président de la section disciplinaire, Jean-Luc Guinot et ses vigiles enragent...

4 octobre : Une quarantaine d'étudiants décident de manger gratuitement au resto-U pour dénoncer leur précarité, pour contester contre l'obligation de montrer sa carte d'étudiant pour manger, et pour éviter que la nourriture de fin service soit jetée et javellisée comme les autres jours. Les vigiles arrivent visiblement énervés, épaulés par une dizaine de baceux. Se rendant compte de leur absurdité, ils laissent les étudiants retourner à leurs occupations.

25 octobre : La Présidence menacé de porter plainte au pénal contre les étudiants qui organisent tous les mardi un grand banquet (repas collectif) dans le hall du bâtiment D pour « trouble à l'ordre public »...

28 octobre : Tentative de repas gratuit au resto-U menée par des syndicalistes pour manifester leur soutien aux étudiants expulsés sans raison de la cité-U. Intervention des vigiles et d'un quinzaine de fonctionnaires de Police.

octobre-novembre : Le nouveau journal de l'Université sort sous le nom d'*Actu'paris X*. Le journal de l'Université ressemble, année par année, de plus en plus à un journal d'entreprise. Son contenu relève de la propagande.



L'ORDRE SÉCURITAIRE n'est que la première étape vers la privatisation de l'université : le cloisonnement des bâtiments n'est que le prélude à l'autonomie commerciale de chaque UFR... Pour que Nanterre ne devienne jamais la fac Pasqua avec

ses 6000 euros d'inscription, empêchons la marchandisation et réapproprions-nous les locaux : chassons les flics, les vigiles, et les sections disciplinaires, attaquons les murs et les caméras !

<http://enrages-nanterre.freesevers.com>

De quelle maladie incurable sommes-nous atteints ? La peur de l'autre ? La tristesse ? La non-Vie ? POURQUOI ???

Pourquoi toujours baisser la tête ? Pourquoi ne pas prendre nos envies en main ? Pourquoi ne pas

faire tomber les murs et grilles qui nous séparent ? Pourquoi ne pas virer les caméras qui nous aliènent ? Pourquoi ne pas faire de grandes et joyeuses fêtes ?

libère nanterre

L'Université paris X vous propose son plan des zones pacifiées

FAC DE NANTERRE : VIDÉO-SURVEILLANCE !!!

11 février 2004

LA SEULE GARANTIE D'ÊTRE EN SÉCURITÉ EST DE NE CIRCULER QU'AUX ABORDS DES CAMÉRAS DE SURVEILLANCE.

LA VIDÉOSURVEILLANCE C'EST LA SÉCURITÉ !!!

Bâtiment A : Hall sécurisé.
Ne montez pas dans les étages.
N'allez pas dans les amphis.
Bâtiment B : QG des vigiles (*).
Zone pacifiée.

Bâtiment C : Entrée pacifiée.

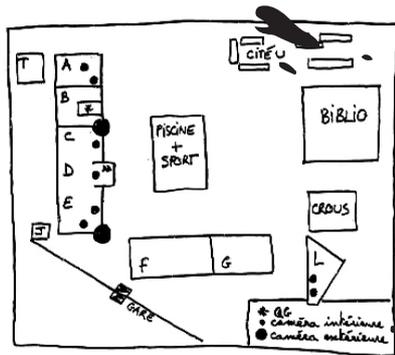
Bâtiment DD : Sécurisé.
Ne montez pas dans les étages.

Bâtiment E : Hall sécurisé.
N'allez ni dans les étages,
ni dans les amphis.

Bâtiment L : Entrée pacifiée.
Ne circulez pas ailleurs...

Campus : Les caméras extérieures des bâtiments B et E vous protègent !!!

Gare : Pas de problème.
Vous êtes en sécurité !



nb : le plan date un peu... de nouvelles caméras « 360° » extérieures ont fleuries sur les bat G et L (bonne nouvelle !!)

libère/nan/taire

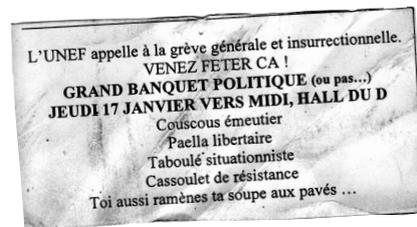
ATTENTION : NOUS NE GARANTISSONS PAS VOTRE SÉCURITÉ EN DEHORS DES ZONES SUSDITES. SOYEZ VIGILANT.E.S !!!

novembre : Les réformes LMD commencent à être appliquées scrupuleusement. Elles affirment l'ouverture de l'Université aux entreprises privées et préparent la marchandisation complète des savoirs.

2 novembre : Nouvelle action contre le mur de cloisonnement des bâtiments D et E. Des étudiants masqués tentent de le casser à coups de béliers et de masses. Les vigiles interviennent violemment. Des coups fusent. Plusieurs vigiles sont très légèrement blessés et plusieurs étudiants assistant à la scène vont faire constater leur blessures (coups de lampe-torche et de matraque sur le crâne et sur le visage) à l'infirmerie pour pouvoir porter plainte contre les vigiles. Une enseignante tentant de calmer les vigiles se retrouve traitée de « salope ». Plusieurs heures après l'action, une étudiante connue pour ses positions antisécuritaires se fait menacer de viol par des vigiles.

9 novembre : S., étudiant de Nanterre, passe au tribunal de Nanterre en comparution immédiate qu'il refuse. La Présidence, par l'intermédiaire des vigiles, a porté plainte contre S., connu pour ses positions politiques. Il aurait, selon les vigiles, participé de manière fort active à l'action du 2 novembre, alors que des étudiants et des enseignants l'ont vu ne pas y prendre part. Le juge a décidé de le laisser en détention préventive. Il est incarcéré à la maison d'arrêt de Nanterre.

14 novembre : Dans la nuit, six étudiants vont coller des affiches exigeant la libération de l'étudiant incarcéré à la Maison d'arrêt de Nanterre. Des flics les interceptent et les mettent en garde-à-vue pendant 17 heures après une fouille au corps poussée. Libération sans suite.



2002

Occupation d'une salle du bâtiment E par une dizaine d'étudiants et non-étudiants appelant à la «grève insurrectionnelle». Les vigiles essayant de les en empêcher, les occupants sorte la gazeuse... avant de se faire déloger quelques heures par une cinquantaine de flics harnachés façon robocop.

RIEN N'EST FINI. TOUT COMMENCE. (VIVRE ET S'INSTRUIRE À L'OMBRE DES FLASH-BALLS)

👤 début décembre 2002

MERCREDI DERNIER, 27 novembre, alors que neuf d'entre nous occupaient pacifiquement une salle du bâtiment B, des vigiles au poil ras ont cru bon d'essayer de nous arracher notre banderole. Nous les avons gazés. Contrairement aux calomnies que le président Legrand a eu l'impudence de faire afficher sur tous les murs de la fac, il y avait parmi nous une majorité d'étudiants. Mais ces étiquettes nous importent peu. Même : elles nous dégoûtent. Elle est amère la saveur d'un savoir qui se dispense quand au dehors rôdent les vigiles. Il est sans joie le moment d'étude que nous avons acheté en nous prostituant chez MacDo ou ailleurs. Il est couvert de sang le diplôme que nous obtenons pour servir une société où règne la police.

À ceux qui l'auraient oublié, nous rappelons que l'Université est née en 1208, quand, à la suite de luttes sanglantes, la prévauté de Paris a dû accorder aux bâtiments de celle-ci le statut d'extra-territorialité. L'espace de l'Université était ainsi sous-traité aux juridictions séculières, aux interventions des hommes du roi ; il était *autonome*. A Nanterre, le reniement de l'Université s'est achevé il y a quatre ans, quand elle fut incluse dans le contrat local de sécurité de la commune, nous livrant aux patrouilles de police, désignant une société de vigiles privée pour y assurer l'ordre, établissant une ligne rouge entre le bureau de l'infâme Guinot et le commissariat.

L'initiative du 27 novembre visait à reprendre un espace, ne fût-ce qu'une salle, à la souveraineté poli-

Déresponsabiliser. Infantiliser... FLIQUER ! Voilà la difficile mission de **Jean-Luc GUINOT** ("chef" de la Sécurité, lui aussi élu démocratiquement, que beaucoup apprécie pour son langage particulièrement châtié. Si vous voulez deviser tranquillement avec lui, rien de + simple que son mail : jlguinot@u-paris10.fr)

✎ un aménagement-management urbanistique du site assuré notamment par **François RAT** (bureau F.101a) : Il s'agit, enfin, de permettre au campus de se conformer aux normes de sécurité commanditées par la préfecture dans le cadre du Contrat Local de Sécurité signé avec la fac et la mairie. Rappelons que la signature de ce CLS il y a 3 ans a permis l'abrogation de la franchise universitaire (autrement dit la police s'arroe le droit de pénétrer sur le campus quand bon lui semble). Rappelons que nous sommes dans le 92, que son bon chef n'est autre que le très sage **Pasqua**, et que ce dernier participe activement depuis un bon nombre d'années à restaurer l'ordre et le prestige à Nanterre-U. Rappelons que le très bon Pasqua venait, l'année dernière, poser la ière pierre du bâtiment d'éthologie en construction, et que ce geste reste à ce jour toujours impuni !

✎ revenons à Mr RAT (chef des Moyens Généraux pour ne pas dire Sécurité. Élu et révocable, bien entendu !). Ce jeune homme au regard malicieux et plein de vie s'évertue à

cloisonner les bâtiments pour casser le peu de vie étudiante. Il y a donc un mur. Le fameux mur qui énerve tout le monde entre le bat E et le bat D. De solides portes coupe-feu auraient tellement été plus simple pour tout le monde... Dommage...

Allez, on s'arrête là pour l'éloge des Sages de l'Université...euh...J'allais oublier **Mr GAY** le redoutable secrétaire qui signe plus vite que son ombre. Il serait le détenteur d'un mystérieux pouvoir de persuasion...

Voilà pour Paris X !

Voyons maintenant pour les autres facs de la région parisienne, où en est le fléau sécuritaire. C'est très intéressant !

- Paris 1 5 vigiles + 2 caméras
- Paris 2 2 vigiles + 0 caméra
- Paris 3 1 vigile + 0 caméra
- Paris 4 2 vigiles + 2 caméras
- Paris 5 0 vigile + 0 caméra
- Paris 6 1 vigile + 0 caméra
- Paris 7 2 vigiles+ 1 caméra
- Paris 8 15 vigiles +10 caméras + CLS
- Paris 9 3 vigiles + 2 caméras
- Paris X 20 vigiles + 12 caméras + CLS**
- Paris 11 3 vigiles + 1 caméra
- Paris 12 0 vigile + 0 caméra
- Paris 13 0 vigile + 0 caméra

Nanterre semble être le seul, avec St Denis (pour l'instant), véritable laboratoire universitaire du sécuritaire. Pourquoi ?

LA FOLLE ANNÉE
2004

un tract diffusé par quelques-unEs ces jours-ci...

NOUVEAU LABO DU SÉCURITAIRE

11 février 2004

LE SÉCURITAIRE À LA FAC DE NAN-TERRE... C'EST PAS DE LA TARTE !!
Oui Oui Oui ! Il semblerait bien que l'Université de Nanterre impose un traitement de faveur à ses petitEs protégéEs.

ProtégéEs, sécuriséEs, contrôléEs, parkéEs, nous le sommes désormais touTEs : étudiantEs, enseignantEs, personnels, erasmusSEs, et amiEs de passages...

Mr AUDÉOUD ("président" élu démocratiquement bien-sûr), dans son infinie bonté, fait preuve d'un paternalisme hors du commun. Il ne cherche qu'à nous faire plaisir et nous offrir la paix, la sécurité, ainsi qu'une université de prestige (vite faire oublier l'heureux Mai 68 et les

jolies barres HLM qui entourent la fac : autrement dit casser du gauchois, et virer rapide les lascars, cailleras et autres sauvageons des alentours !). Et insérer le site dans un super pôle d'excellence en le reliant à l'ultra-libérale La Défense « *[pour] en faire un campus à l'américaine* » (journal *Première Heure* du 21 octobre 2003).

Pour ce faire, tous les moyens sont bons :

✎ un effectif sans cesse croissant de vigiles (venant, eux aussi, des jolies barres HLM ! !) tout de bleu vêtus. Pour notre sécurité... Au fait, sont-ils armés ?

✎ un cheptel d'yeux électroniques pour surveiller le/la possible (probable ?) déviantE qui sommeille en chacunE de nous. Surveiller. Punir.

cière qui étroit la fac. Au milieu de cent mensonges, le président de l'université soutient que nous étions armés de manches de pioches, que nous avions pris des casques avec nous et des gazeuses. C'est possible. Le droit à l'autodéfense n'est pas un droit qui se quémande, c'est un droit qui se prend.

Nous convions tous ceux qui éprouvent le besoin d'un tel espace, tous ceux qui envisagent un meilleur usage de leur corps et de leur esprit

que celui de s'abrutir en amphitheâtre, tous ceux qui éprouvent le désir d'un partage des savoirs proscrits, d'une université sauvage par exemple, à nous rejoindre pour envisager une nouvelle occupation.

Retrait de la plainte de l'Université contre les occupants du 27 novembre !

Cessation des poursuites judiciaires à leur encontre !

Offensive Autonome

Université Paris X Nanterre

(FAUX) COMMUNIQUÉ DU PRÉSIDENT

le 5 décembre 2002

L'INTERVENTION DES FORCES de l'ordre pour faire cesser la sédition dans la faculté, et notamment les bruits tendant à faire passer les vigiles pour des bœufs et les étudiants pour des moutons, s'est déroulée sans violence.

Nous précisons que les dix individus interpellés lors de cette opération étaient porteurs de trousseaux sur lesquelles, à côté de sigles ouvertement anarchisants, on pouvait lire : « Sarkozy gros pourri », « Legrand vieux gland », « police partout, police partout », « des papiers pour personne », et « autonomie vaincra », sans compter les deux du fond, là, qui passent leurs cours à parler de politique. Une instruction a été ouverte pour déterminer leur impli-

cation dans d'éventuels projets d'attentat à l'autorité universitaire.

Nous tenons en outre à rappeler que depuis deux ans le territoire de la faculté a été inclus dans le Contrat Local de Sécurité de la Commune. Pourquoi, en effet, les étudiants n'auraient-ils pas droit, comme tous les autres Français, à des caméras, des vigiles, des patrouilles de CRS et des interventions de police à toute heure ? Les professeurs se sont soumis d'enthousiasme au nouveau cours des choses, eux et leur vaste savoir. Nous ne voyons pas pourquoi les étudiants n'en feraient pas autant, eux qui ont tant à perdre.

*Nanterre, le 5 décembre 2002,
André Legrand.*

2003

Suite de la répression à l'Université **ASTERIX À NANTERRE**

le 12 mai 2003



si !) pour nous promener... de jolies baies vitrées...

OU

...des murs nous enferment dans nos bâtiments (attention au communautarisme M. Le Président)... les handicapés vont avoir du mal à circuler... le temps nous était déjà compté, on va en perdre encore plus... les vigiles, toujours plus nombreux, circulent librement alors que les étudiants ont perdu ce privilège... Nanterre Academy® se munit de nouvelles caméras... les lieux conviviaux disparaissent ou sont de plus en plus isolés... les décisions arbitraires de l'administration sous couvert de normes de sécurité vont renforcer les comportements individualistes...

... TOUT VA MAL ?

Quels échanges dans quelle université ? (Répression, dépression vs. inventivité, jovialité)

Discussion, réflexion, création.
Nous casserons sans relâche les murs qui cloisonnent nos esprits !

Mangeons ensemble
JEUDI 18 DECEMBRE 12h30 couloir du bâtiment DD (apporter un peu de bouffe)

*Appel non-organisé par un non-groupe d'étudiants de Nanterre.
A diffuser plutôt que jeter !*



permettre aux GPSR d'arrêter plus facilement les étudiants fraudeurs avec l'aide d'un nouveau réseau de vidéosurveillance.

A l'aide d'une ligne de tramway et d'une route nationale qui devront traverser le campus, l'université sera ainsi dissoute dans la ville et dans son ordre policier. Le cloisonnement des bâtiments de la fac, avec la mise en place de caméras et de postes de vigiles aux entrées permettra de contrôler les allers et venus et surtout d'isoler les étudiants. Ce que fait aujourd'hui le capitalisme dans les universités ressemble à ce qu'il a déjà fait dans l'industrie dans les années 70 : démanteler les grosses structures de production pour casser les formes d'organisation de masse de la main d'œuvre en dispersant les travailleurs. Cette nouvelle organisation est le prélude à la privatisation de l'université : chaque UFR devra être économiquement autonome en assurant sa propre rentabilité, en trouvant ses propres financements, mais aussi en assurant sa propre sécurité : d'où le cloisonnement des bâtiments.

Le fait que les étudiants se révoltent suite à la fermeture de portes nous rappelle étrangement la situation des prisonniers de Clairvaux qui se sont révoltés au mois d'avril suite à la fermeture des portes de leurs cellules... Ou le cas de ces habitants d'une cité de banlieues qui s'étaient révoltés contre leur enfermement

derrière une grille qui devait servir à les empêcher de traverser un quartier pavillonnaire... Partout, on retrouve cette même logique de contrôle, de verrouillage, et d'enfermement : dans le métro et le RER, les grilles et les barrières sont surélevés, un peu partout dans les villes se multiplient les grilles à l'entrée des résidences et des cités, les digicodes, les clefs, les verrous, les caméras, et les vigiles. A l'université comme ailleurs, le nouvel ordre carcéral et policier avance.

NON À L'UNIVERSITÉ
CARCÉRALE ET POLICIÈRE !
SOLIDARITÉ AVEC LES MUTINS
DE LA FAC DE NANTERRE !
NE LAISSONS PAS LES AUTORITÉS
TRANSFORMER LES FACS
EN PRISON !

<http://enrages-nanterre.freeservers.com>

Ci-dessous un appel à un rendez-vous jeudi sur la fac pour débattre du nouvel ordre sécuritaire à l'université.

APPEL

TOUT VA BIEN...

...une nouvelle pelouse toute fraîche... un déambulatoire bétonné et abrité (on ne croirait pas mais

Texte anonyme distribué à 400 exemplaires

FAC DE NANTERRE... AMBIANCE AMBIANCE !!

 mi-novembre 2003

LE FORUM DE LA VIE ÉTUDIANTE A ÉTÉ UN FIASCO... ET C'EST TANT MIEUX !!

Organisé à l'université de Nanterre par l'association Réso-U les 4 et 5 novembre 2003, le soit-disant « Forum de la vie étudiante » a été un cuisant échec ! Une étudiante de l'asso (chapeauté par la *présidence de l'université* : « dans Réso-U il y a des étudiants, mais nos *chefs* ne le sont pas... » ; « Je connais personnellement Mr Audéou [président de Paris X], c'était mon professeur de droit (...) reconnaît elle-même qu'il n'y a pas grand monde et « pourtant on leur avait organisé des concerts de rock et même de reggae » !! (le reggae ne serait-il plus tendance ??) Un échec. Quelques stands d'assos étudiantes (aumônerie, SOS Campus — antenne universitaire de SOS Racisme —, divers BDE,...), de syndicats qui se ressemblent tous (UNI, UNEF, UEJF, UEC...), de quelques autres trucs bizarres, mais aussi du joli et sympathique chapiteau de la Ferme du Bonheur. *La Vie étudiante se résume-t-elle à ce triste spectacle, à cette belle mascarade ? J'aurais presque envie de répondre que « OUI » !!*

La présidence, l'« Université d'en haut », enfin, ceux qui décident, jouent un **vilain double jeu** (un peu comme Sarko d'ailleurs...) :

D'un côté, ils donnent en spectacle une soit-disante « vie étudiante », et un semblant de démocratie. Ils font du la « **communication** » sur du **vent**. Ils donnent l'impression que la vie étudiante est florissante, et que les étudiantEs peuvent s'exprimer et agir dans leur université. Et ils font d'ailleurs cela peut-être plus pour se rassurer que pour, dans un bel élan paternaliste, faire plaisir à ces pauvres moutons que nous devenons peu à peu...

Et de l'autre côté, ils font **TOUT**, consciemment ou non (faut-il pour autant les excuser ?), **pour DÉTRUIRE le peu de vie étudiante** qu'il y a encore :

↗ une pensée émue pour **feu la cafèt' du bâtiment B**, lieu de vie par excellence, disparue il y a déjà quelques années au profit ; du QG des vigiles ; de ce bâtiment B qui ressemble plus à une (lumineuse) morgue qu'à autre chose ; et de machines à café (on ne peut plus humaines) qui ne fonctionnent pas et qui ne rendent pas la pièce quand on met le gobelet (euh... qui vole le/la pauvre étudiantE !).

↗ une dédicace à la *monopolistique COREP* avec laquelle il devient impossible de faire décemment des photocopies. **Jean**, on ne t'oublie pas... !

✎ il y a quelques années **existait aussi dans le bâtiment C**, une petite librairie où l'on pouvait trouver pour pas trop cher les livres qu'il nous fallait, et le stylo bille qui nous manquait...

✎ il s'agit de « **sécuriser** » (qui, quoi,... ? « Sécuriser » devient un mot très à la mode...!) les bâtiments A à E en les *cloisonnant*. De telle manière que l'étudiantE d'anglais ne pourra retrouver son amiE de psycho que dehors (rien de tel pour se réchauffer). ChacunE à sa place : l'élève d'anglais dans le bâtiment de langue, celui/celle d'histoire en histoire, celui de psycho en psycho...etc... **Ne nous mélangons pas ! C'est dangereux**. Il paraîtrait également que d'ici peu de temps **l'entrée dans chaque bâtiment devrait se faire sur présentation de la carte d'étudiantE** : « Sus aux éléments extérieurs, aux "étrangers", aux auditeurs libres, aux amiEs de passage... Chassons-les ».

✎ oui, oui... Il y a aussi des **caméras partout** ! Levez les yeux, il y en a de plus en plus (c'est dans l'air du temps paraît-il !). Il faut nous surveiller (et nous punir) au cas où nous serions trop **vivants** (qui parlait de « vie étudiante » ?). La banalisation des caméras et de leur acceptation sans broncher est un phénomène réellement préoccupant qui a de quoi faire peur... **ACTION !**

✎ la **publicité** grignote elle aussi peu à peu l'espace public que devrait

être l'université. Bientôt de la pub comme dans les couloirs du métro. Tout le monde le sait, le métro est un lieu particulièrement vivant et culturellement dynamique... **ACTION !**

✎ les **vigiles se multiplient comme des lapins** (mais comment font-ils ?!) et les *champs de leurs attributions* également : ils peuvent aujourd'hui nous (vidéo-)surveiller, nous gazer, nous frapper, fermer des locaux syndicaux, et arborer de jolis écussons bleu blanc rouge où est brodé « Education NaZionale »... Vive la Patrie, Vive la France !!

✎ cette année **nos amiEs ErasmusES** de la cité-U se voient, pour des raisons douteuses, parquer dans un bâtiment rien que pour eux ! Vive l'échange culturel, vive le mélange, vive la « vie étudiante »...

ChacunE pourra rajouter ses commentaires et suggestions à cette liste déjà longue.

La présidence n'est pas un facteur de vie étudiante comme elle aimerait bien le faire croire. Elle ne fait que participer à sa destruction, voire même l'accélérer. Nous aimerions donc qu'elle arrête de se foutre (ouvertement) de la gueule des étudiantEs, notamment avec ce genre de fêtes couteuses organisées par le Réso-U. Personne n'est dupe.

La présidence n'est malheureusement pas l'unique responsable de la non-vie étudiante actuelle. Cela aurait été trop facile ! **Nous, les**

étudiantEs, sommes également responsables de cette situation difficile, ivres que nous sommes de la puissance que nous procure la connaissance délivrée à l'université, gavés que nous sommes de merveilles télévisuelles, apeurés que nous sommes par l'avenir radieux que préparent pour nous quelques gentils messieurs économistes ou politocards.

Ça ne va plus être bien longtemps possible ainsi. **Il devient urgent de**

se réapproprier la fac. Il va falloir penser à l'action.

Refusons d'être encore le petit mouton docile, d'être la jolie petite oie qu'on gave tranquillement. *Reprenons nos vies en mains*, sans en laisser les rênes à un détenteur d'un quelconque pouvoir. ChacunE avec ses petits moyens, à son petit niveau, mutualisons nos envies et nos forces...

A L'ATTAQUE !!!

« Il y a de plus en plus de murs, de portes, et de serrures dans ce monde »

MUTINERIE À LA FAC DE NANTERRE

👤 17 décembre 2003

MUTINERIE HIER à la fac de Nanterre : après avoir cloisonné le bâtiment B, les autorités ont entrepris cette semaine de cloisonner le bâtiment E de l'université en fermant les portes le reliant au bâtiment D. Les étudiants de Nanterre ne sont pas laissés faire et ont immédiatement défoncé les portes en question : pas question de laisser l'Administration nous enfermer !

Cette stratégie de cloisonnement de l'université s'intègre dans un vaste plan sécuritaire entamé il y a trois ans (avec l'aide de la célèbre société de sécurité AB Associates, dirigée par Alain Bauer, membre du PS et maître à penser de l'idéologie sécuritaire), dans le cadre du Contrat Local de Sécurité signé par la municipa-

lité PCF en l'an 2000. D'ici 2015, la zone d'aménagement de la Défense devra progressivement s'étendre vers l'ouest dans le prolongement de l'axe des Champs-Élysées. La Défense va ainsi coloniser Nanterre et absorber l'université dans un vaste plan d'encerclement déjà entamé en 1990 avec la construction d'une prison aux portes de l'université : la Maison d'Arrêt des Hauts-de-Seine. Le nouvel ordre marchand et policier du XXI^e siècle s'étend et modifie l'urbanisme eu fur et à mesure de sa progression. Le Contrat Local de Sécurité a ainsi permis d'ouvrir l'université à la police en supprimant la franchise qui l'en protégeait jusqu'alors. La RATP va elle aussi étendre son territoire jusqu'aux portes de la fac pour